Parlement européen
2024-2029

Commission des affaires étrangères

2025/2048(INI)

10.7.2025

AMENDEMENTS
1 - 209

Projet de rapport
Chloé Ridel
(PE774.242v01-00)

Lutter contre la répression transnationale des défenseurs des droits de l'homme
(2025/2048(INI))

AM_Com_NonLegReport

Amendement 1
Jan-Christoph Oetjen, Petras Auštrevičius, Hilde Vautmans, Marie-Agnes Strack-Zimmermann, Urmas Paet, Lucia Yar

Proposition de résolution
Visa 1 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	– vu la déclaration des dirigeants du G7 sur la répression transnationale du 17 juin 2025 et le dialogue multipartite du G7 sur la répression transnationale de février 2025,

Or. en

Amendement 2
Jan-Christoph Oetjen, Petras Auštrevičius, Hilde Vautmans, Marie-Agnes Strack-Zimmermann, Urmas Paet, Lucia Yar

Proposition de résolution
Visa 1 ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	– vu les conclusions du Conseil du 27 janvier 2025 sur les priorités de l'Union en 2025 dans les enceintes des Nations unies compétentes en matière de droits de l'homme,

Or. en

Amendement 3
Mariusz Kamiński
au nom du groupe ECR

Proposition de résolution
Visa 2 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	– vu les rapports des services des États membres et des pays partageant les

mêmes valeurs qui mettent en évidence une utilisation systématique de pratiques répressives transnationales par des régimes autoritaires;

Or. pl

Amendement 4
Chloé Ridel, Marco Tarquinio, Ana Catarina Mendes, Marta Temido, Robert Biedroń, Thijs Reuten

Proposition de résolution
Visa 4 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	– vu le plan d'action de l'UE en faveur des droits de l'homme et de la démocratie 2020-2024, prolongé jusqu'en 2027,

Or. en

Amendement 5
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Visa 4 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	– vu le règlement relatif à un marché unique des services numériques (règlement 2022/206),

Or. en

Amendement 6
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution

Visa 4 ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	– vu la directive sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité (directive 2024/1760),

Or. en

Amendement 7
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Visa 4 quater (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	– vu le rapport relatif à l'enquête sur les allégations d'infraction et de mauvaise administration dans l'application du droit de l'Union lors de l'utilisation de Pegasus et de logiciels espions de surveillance équivalents (2022/2077(INI)),

Or. en

Amendement 8
Chloé Ridel, Marco Tarquinio, Ana Catarina Mendes, Marta Temido, Robert Biedroń, Thijs Reuten

Proposition de résolution
Visa 4 sexies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	– vu le rapport annuel 2024 de la Commission sur les droits de l'homme et la démocratie dans le monde de la haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité,

Or. en

Amendement 9
Chloé Ridel, Marco Tarquinio, Ana Catarina Mendes, Marta Temido, Robert Biedroń, Thijs Reuten

Proposition de résolution
Visa 6 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	– vu l'étude de la direction générale des services de recherche parlementaire de juin 2024 intitulée «Transnational repression of human rights defenders: The impacts on civic space and the responsibility of host states» (Répression transnationale des défenseurs des droits de l'homme: les effets sur l'espace civique et la responsabilité des États d'accueil),

Or. en

Amendement 10
Chloé Ridel, Marco Tarquinio, Ana Catarina Mendes, Marta Temido, Robert Biedroń, Thijs Reuten

Proposition de résolution
Visa 6 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	– vu les conclusions du Conseil sur les priorités de l'Union en 2025 dans les enceintes des Nations unies compétentes en matière de droits de l'homme,

Or. en

Amendement 11
Chloé Ridel, Marco Tarquinio, Ana Catarina Mendes, Marta Temido, Robert Biedroń, Thijs Reuten

Proposition de résolution
Visa 6 ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	– vu la déclaration des dirigeants du G7 sur la répression transnationale du 17 juin 2025,

Or. en

Amendement 12
Mariusz Kamiński
au nom du groupe ECR

Proposition de résolution
Considérant A

Proposition de résolution	*Amendement*
A. considérant que la répression transnationale ***est*** un phénomène bien documenté, qui s'inscrit dans un contexte mondial de détérioration des droits de l'homme, de rétrécissement de l'espace civique et de prévalence croissante des régimes autoritaires;	A. considérant que la répression transnationale ***constitue*** un phénomène bien documenté, qui s'inscrit dans un contexte mondial de détérioration des droits de l'homme, de rétrécissement de l'espace civique et de prévalence croissante des régimes autoritaires ***qui adoptent une position de plus en plus répressive et affirmée, en particulier la Russie, la Biélorussie, la Chine, l'Iran et Cuba***;

Or. pl

Amendement 13
Chloé Ridel, Marco Tarquinio, Ana Catarina Mendes, Marta Temido, Robert Biedroń, Thijs Reuten

Proposition de résolution
Considérant A bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A bis. considérant que, selon Freedom House, en 2024, plus de 25 % des gouvernements du monde s'étaient engagés dans une répression transnationale depuis 2014, avec

1219 incidents physiques directs dans 103 pays cibles, et que dix régimes représentent près de 80 % des cas de répression transnationale, à savoir la Chine, la Turquie, le Tadjikistan, la Russie, l'Égypte, le Cambodge, le Turkménistan, l'Ouzbékistan, l'Iran et la Biélorussie;

Or. en

Amendement 14
Rima Hassan

Proposition de résolution
Considérant A bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A bis. considérant que la déclaration sur les défenseurs des droits de l'homme des Nations unies définit les défenseurs des droits de l'homme comme des individus ou des groupes qui agissent pour promouvoir la protection et la réalisation des droits de l'homme et des libertés fondamentales par des moyens pacifiques [1 bis];
	[1 bis] Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH),1998: https://www.ohchr.org/fr/special-procedures/sr-human-rights-defenders/declaration-human-rights-defenders

Or. en

Amendement 15
Cristian Terheş

Proposition de résolution
Considérant A bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A bis. considérant que le soutien des défenseurs des droits de l'homme est un aspect établi de longue date de la politique de l'Union européenne en matière de droits de l'homme dans les relations extérieures [1 bis]***,***
	[1 bis] https://www.eeas.europa.eu/sites/default/files/eu_guidelines_hrd_en.pdf
	Or. en

Amendement 16
Mariusz Kamiński
au nom du groupe ECR

Proposition de résolution
Considérant B

Proposition de résolution	*Amendement*
B. considérant que les défenseurs des droits de l'homme sont des alliés essentiels de l'Union dans la défense ***et*** la promotion des droits de l'homme, de la démocratie et de l'état de droit; que la mise en œuvre des orientations de l'Union concernant les défenseurs des droits de l'homme et ***de ses*** engagements reste inégale;	B. considérant que les défenseurs des droits de l'homme***, qui agissent principalement dans l'intérêt de leurs communautés et de leurs peuples,*** sont des alliés essentiels de l'Union ***et de la communauté des États membres démocratiques*** dans la défense ***de l'ordre juridique international fondé sur le système des Nations unies et les conventions relatives aux droits de l'homme, ainsi que dans*** la promotion des droits de l'homme, de la démocratie et de l'état de droit; que la mise en œuvre des orientations de l'Union concernant les défenseurs des droits de l'homme et ***des*** engagements ***associés*** reste inégale;
	Or. pl

Amendement 17

Jan-Christoph Oetjen, Petras Auštrevičius, Hilde Vautmans, Marie-Agnes Strack-Zimmermann, Urmas Paet, Lucia Yar

Proposition de résolution
Considérant B

Proposition de résolution	*Amendement*
B. considérant que les défenseurs des droits de l'homme sont des alliés essentiels de l'Union dans la défense et la promotion des droits de l'homme, de la démocratie et de l'état de droit; que la mise en œuvre des orientations de l'Union concernant les défenseurs des droits de l'homme et de ses engagements reste inégale;	B. considérant que les défenseurs des droits de l'homme sont des alliés essentiels de l'Union dans la défense et la promotion des droits de l'homme, de la démocratie et de l'état de droit***, ainsi que dans la dénonciation des violations de ces droits***; que la mise en œuvre des orientations de l'Union concernant les défenseurs des droits de l'homme et de ses engagements reste inégale;

Or. en

Amendement 18
Mariusz Kamiński
au nom du groupe ECR

Proposition de résolution
Considérant C

Proposition de résolution	*Amendement*
C. considérant que les défenseurs des droits de l'homme sont, partout dans le monde, exposés au risque de répression transnationale, et qu'on enregistre un nombre croissant de cas ces dernières années;	C. considérant que ***les États autocratiques exportent leur répression au niveau mondial, en conséquence de quoi*** les défenseurs des droits de l'homme sont, partout dans le monde, exposés au risque de répression transnationale, et qu'on enregistre un nombre croissant de cas ces dernières années;

Or. pl

Amendement 19
Jan-Christoph Oetjen, Petras Auštrevičius, Hilde Vautmans, Marie-Agnes Strack-Zimmermann, Urmas Paet, Lucia Yar

Proposition de résolution
Considérant C

Proposition de résolution	*Amendement*
C. considérant que les défenseurs des droits de l'homme sont, partout dans le monde, exposés au risque de répression transnationale, et qu'on enregistre un nombre croissant de cas ces dernières années;	C. considérant que les défenseurs des droits de l'homme sont, partout dans le monde, exposés au risque de répression transnationale, et qu'on enregistre un nombre croissant de cas ces dernières années; ***que cependant, de nombreux cas ne sont pas enregistrés par crainte de représailles;***

Or. en

Amendement 20
Antonio López-Istúriz White, Adrián Vázquez Lázara, Isabel Wiseler-Lima, Sebastião Bugalho

Proposition de résolution
Considérant C

Proposition de résolution	*Amendement*
C. considérant que les défenseurs des droits de l'homme sont, partout dans le monde, exposés au risque de répression transnationale, et qu'on enregistre un nombre croissant de cas ces dernières années;	C. considérant que les défenseurs des droits de l'homme sont, partout dans le monde, exposés au risque de répression transnationale, et qu'on enregistre un nombre croissant de cas ces dernières années ***et de nombreux cas non enregistrés***;

Or. en

Amendement 21
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Considérant C

Proposition de résolution	*Amendement*
C. considérant que les défenseurs des	C. considérant que les défenseurs des

droits de l'homme sont, partout dans le monde, exposés au risque de répression transnationale, et qu'on enregistre un nombre croissant de cas ces dernières années;	droits de l'homme sont, partout dans le monde, exposés au risque de répression transnationale, et qu'on enregistre un nombre croissant de cas ces dernières années ***et de nombreux cas non enregistrés***;

Or. en

Amendement 22
Mariusz Kamiński
au nom du groupe ECR

Proposition de résolution
Considérant C bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	C bis. considérant que l'ampleur des persécutions perpétrées par la République populaire de Chine, en particulier à l'encontre de la communauté tibétaine, des Ouïghours et des habitants de Hong Kong, qui ont quitté la Chine communiste par crainte de représailles pour leurs actions en faveur des droits de l'homme et de leurs propres communautés, revêt un caractère systémique et a été confirmée dans des rapports des services de renseignement et de sécurité de la Nouvelle-Zélande au Canada, en passant par l'Union européenne et le Royaume-Uni;

Or. pl

Amendement 23
Jan-Christoph Oetjen, Petras Auštrevičius, Hilde Vautmans, Marie-Agnes Strack-Zimmermann, Lucia Yar

Proposition de résolution
Considérant C bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*

C bis. considérant que plus de 20 % des gouvernements du monde joueraient un rôle dans la répression transnationale; que la Chine, la Turquie, le Tadjikistan, la Russie, l'Égypte, le Cambodge, le Turkménistan, l'Iran, l'Ouzbékistan et la Biélorussie seraient responsables de près de 80 % des abus répertoriés;

Or. en

Amendement 24
Mariusz Kamiński
au nom du groupe ECR

Proposition de résolution
Considérant C ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	C ter. considérant que la Fédération de Russie, sous le règne de Vladimir Poutine, persécute et même élimine physiquement ses opposants politiques sur le territoire de pays démocratiques, y compris des États membres de l'Union européenne et de l'OTAN, tels que le Royaume-Uni et l'Allemagne;

Or. pl

Amendement 25
Mariusz Kamiński
au nom du groupe ECR

Proposition de résolution
Considérant C quater (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	C quater. considérant que le régime de Loukachenko intensifie sa répression transnationale afin de briser les structures représentant les forces indépendantistes et démocratiques biélorusses, allant jusqu'à

attaquer physiquement les dirigeants de l'opposition, à avoir recours au chantage, à arrêter des membres de leur famille et même à détourner un avion;

Or. pl

Amendement 26
Mariusz Kamiński
au nom du groupe ECR

Proposition de résolution
Considérant C quinquies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	C quinquies. considérant que les citoyens de l'Union européenne qui apportent un soutien politique, organisationnel ou matériel aux groupes dissidents sont également victimes d'actions menées contre eux, comme dans le cas de l'assassinat d'Alejo Vidal-Quadras, perpétré par le régime de Téhéran qui est également responsable d'autres tentatives d'assassinat et d'attentats terroristes contre ses opposants, y compris sur le territoire de l'Union européenne;

Or. pl

Amendement 27
Mariusz Kamiński
au nom du groupe ECR

Proposition de résolution
Considérant C sexies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	C sexies. considérant que les responsables politiques et les personnalités publiques qui soutiennent les dissidents et leurs objectifs politiques

	sont également la cible de campagnes agressives de la part des régimes autoritaires, dans le but d'intimider les critiques, d'affaiblir leur position politique ou de les inciter à retirer leur soutien antérieur;

Or. pl

Amendement 28
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Considérant D

Proposition de résolution	*Amendement*
D. considérant ***qu'il n'existe pas de définition universellement adoptée de la répression transnationale et que les données officielles sont limitées***; que la répression transnationale ***fait généralement référence aux attaques et aux*** menaces ***de la part d'***États ***qui cherchent à défendre et à promouvoir leurs intérêts en intervenant au-delà de leurs frontières nationales pour contraindre, contrôler ou réduire au silence les dissidents, les opposants politiques, les journalistes, les militants, les défenseurs des droits de l'homme et les membres de la diaspora au moyen d'un large éventail de méthodes***;	D. considérant ***que la répression transnationale fait référence à l'exercice extraterritorial du pouvoir étatique, soit directement, soit par l'intermédiaire de mandataires, dans le but de réduire au silence les voix dissidentes à l'étranger***; que la répression transnationale ***englobe toute une série de pratiques coercitives, y compris des actes physiques tels que les assassinats ciblés, les enlèvements et les retours forcés, ainsi que des méthodes non physiques telles que la surveillance numérique, les*** menaces ***par procuration et l'utilisation abusive stratégique d'instruments juridiques, y compris les procédures d'extradition ou les notices rouges; que la répression transnationale porte souvent atteinte à la souveraineté et à l'ordre juridique des*** États ***d'accueil et constitue des menaces systémiques pour l'espace civique, les institutions démocratiques et envers l'état de droit international***;

Or. en

Amendement 29

Rima Hassan

Proposition de résolution
Considérant D

Proposition de résolution	*Amendement*
D. considérant qu'il n'existe pas de définition universellement adoptée de la répression transnationale et que les données officielles sont limitées; que la répression transnationale fait généralement référence aux attaques et aux menaces de la part d'États qui cherchent à défendre et à promouvoir leurs intérêts ***en intervenant au-delà de leurs frontières nationales*** pour contraindre, contrôler ou réduire au silence les dissidents, les opposants politiques, les journalistes, les militants, les défenseurs des droits de l'homme ***et*** les membres de la diaspora ***au moyen d'un large éventail de méthodes***;	D. considérant qu'il n'existe pas de définition universellement adoptée de la répression transnationale et que les données officielles sont limitées; que la répression transnationale fait généralement référence aux attaques et aux menaces de la part d'États ***et de leurs mandataires, tant sur leur territoire qu'à l'extérieur,*** qui cherchent à défendre et à promouvoir leurs intérêts**,** pour contraindre***, punir***, contrôler ou réduire au silence les dissidents, les opposants politiques, les journalistes, les militants, les défenseurs des droits de l'homme***, ainsi que les actes qui les visent indirectement en menaçant leurs familles, leurs représentants ou leurs associations; que les ressortissants ou les anciens ressortissants,*** les membres de la diaspora ***et les communautés vivant en exil sont particulièrement vulnérables***;

Or. en

Amendement 30
Mariusz Kamiński
au nom du groupe ECR

Proposition de résolution
Considérant D

Proposition de résolution	*Amendement*
D. considérant qu'il n'existe pas de définition universellement adoptée de la répression transnationale et que les données officielles sont limitées; que la répression transnationale fait généralement référence aux attaques et aux menaces de la part d'États qui cherchent à ***défendre et à promouvoir leurs intérêts*** en intervenant	D. considérant qu'il n'existe pas de définition universellement adoptée de la répression transnationale et que les données officielles sont limitées; que la répression transnationale fait généralement référence aux attaques et aux menaces de la part d'États qui cherchent à ***étouffer la dissidence politique et la critique*** en

au-delà de leurs frontières nationales pour contraindre, contrôler ou réduire au silence les dissidents, les opposants politiques, les journalistes, les militants, les défenseurs des droits de l'homme et les membres de la diaspora au moyen d'un large éventail de méthodes;	intervenant au-delà de leurs frontières nationales pour contraindre, contrôler ou réduire au silence***, au moyen de l'intimidation, du chantage, de la surveillance, du harcèlement, de la violence ou du détournement de procédure,*** les dissidents, les opposants politiques, les journalistes, les militants, les défenseurs des droits de l'homme et les membres de la diaspora au moyen d'un large éventail de méthodes;

Or. pl

Amendement 31
Jan-Christoph Oetjen, Petras Auštrevičius, Hilde Vautmans, Marie-Agnes Strack-Zimmermann, Urmas Paet, Lucia Yar

Proposition de résolution
Considérant D

Proposition de résolution	*Amendement*
D. considérant qu'il n'existe pas de définition universellement adoptée de la répression transnationale et que les données officielles sont limitées; que la répression transnationale fait généralement référence aux attaques et aux menaces de la part d'États qui cherchent à défendre et à promouvoir leurs intérêts en intervenant au-delà de leurs frontières nationales pour contraindre, contrôler ou réduire au silence les dissidents, les opposants politiques, les journalistes, les militants, les défenseurs des droits de l'homme et les membres de la diaspora au moyen d'un large éventail de méthodes;	D. considérant qu'il n'existe pas de définition universellement adoptée de la répression transnationale et que les données officielles sont limitées***, ce qui entrave la lutte contre ce phénomène***; que la répression transnationale fait généralement référence aux attaques et aux menaces de la part d'États ***et de leurs mandataires*** qui cherchent à défendre et à promouvoir leurs intérêts ***ou à réduire au silence toute voix dissidente*** en intervenant au-delà de leurs frontières nationales pour contraindre, contrôler ou réduire au silence les dissidents, les opposants politiques, les journalistes, les militants, les défenseurs des droits de l'homme et les membres de la diaspora au moyen d'un large éventail de méthodes;

Or. en

Amendement 32

Antonio López-Istúriz White, Adrián Vázquez Lázara, Isabel Wiseler-Lima, Sebastião Bugalho

Proposition de résolution
Considérant D

Proposition de résolution	*Amendement*
D. considérant qu'il n'existe pas de définition universellement adoptée de la répression transnationale et que les données officielles sont limitées; que la répression transnationale fait généralement référence aux attaques et aux menaces de la part d'États qui cherchent à défendre et à promouvoir leurs intérêts en intervenant au-delà de leurs frontières nationales pour contraindre, contrôler ou réduire au silence les dissidents, les opposants politiques, les journalistes, les militants, les défenseurs des droits de l'homme et les membres de la diaspora au moyen d'un large éventail de méthodes;	D. considérant qu'il n'existe pas de définition universellement adoptée de la répression transnationale et que les données officielles sont limitées; que la répression transnationale fait généralement référence aux attaques et aux menaces de la part d'États ***et de leurs mandataires*** qui cherchent à défendre et à promouvoir leurs intérêts en intervenant au-delà de leurs frontières nationales pour contraindre, contrôler ou réduire au silence les dissidents, les opposants politiques, les journalistes, les militants, les défenseurs des droits de l'homme et les membres de la diaspora au moyen d'un large éventail de méthodes;

Or. en

Amendement 33
Rima Hassan

Proposition de résolution
Considérant D bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	D bis. considérant que les tactiques de répression transnationale peuvent prendre la forme d'assassinats, d'éloignements illégaux (expulsions, extraditions et déportations), d'enlèvements et de disparitions forcées, de ciblage des proches, d'abus des services consulaires et de la répression transnationale dite numérique, qui se sert de la technologie, y compris les logiciels espions, pour enquêter sur les personnes ou les harceler; qu'en raison de ces tactiques,

d'autres violations des droits de l'homme, telles que la torture et les mauvais traitements peuvent être plus facilement commises; que le système de notice rouge d'Interpol a également été utilisé comme outil de répression transnationale, pour faciliter les extraditions illicites;

Or. en

Amendement 34
Mariusz Kamiński
au nom du groupe ECR

Proposition de résolution
Considérant D bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	D bis. considérant que les régimes autoritaires mettent souvent en commun leur pouvoir et leur influence et affinent leurs méthodes d'intimidation pour faire passer le message que leurs opposants ne seront jamais vraiment en sécurité, en s'attaquant aux réseaux de soutien étrangers sur lesquels s'appuient les personnes qui contestent les dictatures;

Or. pl

Amendement 35
Mariusz Kamiński

Proposition de résolution
Considérant D ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	D ter. considérant que la répression transnationale est d'ampleur mondiale et, selon les données de Freedom House, a été employée par 38 pays d'origine dans 91 pays d'accueil depuis 2014;

Or. pl

Amendement 36
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Considérant E

Proposition de résolution	*Amendement*
E. considérant que, malgré ***une prise de conscience croissante***, les réponses politiques externes et internes de l'Union à la répression transnationale restent limitées;	E. considérant que, malgré ***le nombre croissant de cas***, ***la répression transnationale n'est toujours pas reconnue comme un phénomène distinct, et que*** les réponses politiques externes et internes de l'Union à la répression transnationale restent limitées; ***que les réponses existantes sont souvent fragmentées, les États membres coopérant rarement malgré la nature transfrontière des répressions transnationales; qu'il en résulte alors un vide juridique préoccupant dans le domaine de la protection des défenseurs des droits de l'homme en danger;***

Or. en

Amendement 37
Jan-Christoph Oetjen, Petras Auštrevičius, Hilde Vautmans, Marie-Agnes Strack-Zimmermann, Urmas Paet, Lucia Yar

Proposition de résolution
Considérant E

Proposition de résolution	*Amendement*
E. considérant que, malgré une prise de conscience croissante, les réponses politiques externes et internes de l'Union à la répression transnationale restent limitées;	E. considérant que, malgré une prise de conscience croissante, les réponses politiques externes et internes de l'Union à la répression transnationale restent limitées; ***que la répression transnationale porte atteinte à la démocratie, à la sécurité, à la souveraineté nationale et à***

l'état de droit dans les États membres de l'Union;

Or. en

Amendement 38
Mariusz Kamiński
au nom du groupe ECR

Proposition de résolution
Considérant E

Proposition de résolution	*Amendement*
E. considérant que, malgré une prise de conscience croissante, les réponses politiques externes et internes de l'Union ***à la répression transnationale*** restent limitées;	E. considérant que, malgré une prise de conscience croissante ***de l'existence et de l'ampleur de la répression transnationale***, les réponses politiques externes et internes ***des États membres et*** de l'Union restent ***insuffisantes et*** limitées;

Or. pl

Amendement 39
Antonio López-Istúriz White, Adrián Vázquez Lázara, Isabel Wiseler-Lima, Sebastião Bugalho

Proposition de résolution
Considérant E

Proposition de résolution	*Amendement*
E. considérant que, malgré ***une prise*** de ***conscience croissante***, les réponses politiques externes et internes de l'Union à la répression transnationale restent limitées;	E. considérant que, malgré ***le nombre croissant*** de ***cas***, les réponses politiques externes et internes de l'Union à la répression transnationale restent limitées;

Or. en

Amendement 40
Mariusz Kamiński
au nom du groupe ECR

Proposition de résolution
Considérant F

Proposition de résolution	*Amendement*
F. considérant que les médias sociaux et les autres plateformes numériques peuvent offrir un environnement propice à la répression transnationale;	F. considérant que les médias sociaux et les autres plateformes numériques peuvent offrir un environnement propice à la répression transnationale***, notamment par la surveillance, le harcèlement, les campagnes de désinformation et de diffamation, le chantage et l'intimidation des militants, des détracteurs des régimes et de leurs familles, tant dans leur pays d'origine que par-delà les frontières***;

Or. pl

Amendement 41
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Considérant F

Proposition de résolution	*Amendement*
F. considérant que les médias sociaux et les autres plateformes numériques ***peuvent offrir*** un environnement ***propice à*** la répression transnationale;	F. considérant que les médias sociaux et autres plateformes numériques ***offrent*** un environnement ***prospère pour*** la répression transnationale***, notamment sous la forme de surveillance numérique, de logiciels espions et de campagnes de diffamation***;

Or. en

Amendement 42
Chloé Ridel, Marco Tarquinio, Ana Catarina Mendes, Marta Temido, Robert Biedroń, Thijs Reuten

Proposition de résolution
Considérant F

Proposition de résolution	*Amendement*
F. considérant que les médias sociaux et les autres plateformes numériques peuvent offrir un environnement propice à la répression transnationale;	F. considérant que les médias sociaux et les autres plateformes numériques peuvent offrir un environnement propice à la répression transnationale***, par l'intermédiaire de la surveillance numérique, de logiciels espions et de campagnes de diffamation***;

Or. en

Amendement 43
Jan-Christoph Oetjen, Petras Auštrevičius, Hilde Vautmans, Marie-Agnes Strack-Zimmermann, Urmas Paet, Lucia Yar

Proposition de résolution
Considérant F

Proposition de résolution	*Amendement*
F. considérant que les médias sociaux et les autres plateformes numériques ***peuvent offrir*** un environnement propice à la répression transnationale;	F. considérant que les médias sociaux et les autres plateformes numériques ***offrent*** un environnement propice à la répression transnationale;

Or. en

Amendement 44
Chloé Ridel, Marco Tarquinio, Ana Catarina Mendes, Marta Temido, Robert Biedroń, Thijs Reuten

Proposition de résolution
Considérant F bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	F bis. considérant que la répression numérique transnationale exploite de plus en plus la nature à double usage des technologies de l'internet, y compris les médias sociaux et les plateformes numériques, qui constituent des espaces publics essentiels pour les organisations de la société civile (OSC), les défenseurs

des droits de l'homme, les journalistes, les avocats, les blogueurs et d'autres voix indépendantes qui dénoncent les abus et plaident en faveur des libertés fondamentales; que les acteurs autoritaires cherchent à alimenter, surveiller, manipuler ou réduire au silence ces plateformes par le harcèlement, la désinformation et la surveillance; que certaines entreprises technologiques ont parfois joué un rôle passif, voire actif, en rendant plus facile la répression numérique, devenant ainsi des instruments importants de la répression transnationale;

Or. en

Amendement 45
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Considérant F bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	F bis. considérant que les défenseuses des droits de l'homme en exil et en diaspora doivent faire face à des formes sexospécifiques de répression transnationale, telles que le harcèlement, les abus et l'intimidation sexistes, qui conduisent à la stigmatisation et à l'isolement social; que la répression fondée sur le genre utilise les normes patriarcales relatives au corps des femmes et les notions d'honneur familial pour inciter à davantage de violence et de discrimination;

Or. en

Amendement 46
Alexander Sell

Proposition de résolution
Considérant F bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	F bis. considérant que le système des Nations unies prévoit déjà des mécanismes spécifiques, notamment le rapporteur spécial des Nations unies sur la situation des défenseurs des droits de l'homme, pour surveiller et remédier à la répression transnationale; que les actions de l'Union ne devraient pas faire double emploi avec ces mécanismes, mais les compléter;

Or. en

Amendement 47
Rima Hassan

Proposition de résolution
Considérant F bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	F bis. considérant que l'utilisation de technologies telles que les logiciels espions accroît la portée de la répression transnationale, en transformant essentiellement un appareil piraté, tel qu'un téléphone portable, en un outil de surveillance portable, permettant d'espionner et de suivre à la trace des personnes ciblées dans le monde entier;

Or. en

Amendement 48
Jan-Christoph Oetjen, Petras Auštrevičius, Hilde Vautmans, Marie-Agnes Strack-Zimmermann, Urmas Paet, Lucia Yar

Proposition de résolution
Considérant F bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	F bis. considérant que les menaces numériques contre la société civile sont considérées comme des violations des droits de l'homme; que la répression transnationale numérique, y compris la surveillance, le piratage informatique, le harcèlement en ligne et les campagnes de désinformation, dépend étroitement des méthodes traditionnelles de répression transnationale;

Or. en

Amendement 49
Chloé Ridel, Marco Tarquinio, Ana Catarina Mendes, Marta Temido, Robert Biedroń, Thijs Reuten

Proposition de résolution
Considérant F ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	F ter. considérant que le régime mondial de sanctions de l'Union en matière de droits de l'homme (loi Magnitsky de l'Union européenne) permet à l'Union de cibler les violations graves des droits de l'homme et les auteurs de répressions transnationales dans le monde entier; que la répression transnationale des défenseurs des droits de l'homme devrait faire partie intégrante de la surveillance mondiale des violations des droits de l'homme par l'Union, y compris en ce qui concerne la prise de sanctions;

Or. en

Amendement 50
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Considérant F ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	F ter. considérant que la répression numérique transnationale fondée sur le genre se produit lorsque l'État et ses acteurs affiliés déploient des technologies numériques et utilisent le genre et la misogynie comme outils de répression contre les défenseuses des droits de l'homme qui résident en dehors de leur pays d'origine;

Or. en

Amendement 51
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Considérant F quater (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	F quater. considérant que les nouvelles technologies, notamment les logiciels espions tels que Pegasus, sont un outil essentiel de la répression transnationale moderne qui est utilisé par des gouvernements pour espionner et surveiller les défenseurs des droits de l'homme;

Or. en

Amendement 52
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Considérant F quinquies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	F quinquies. considérant que les nouvelles procédures de filtrage et de contrôle aux frontières prévues par le pacte de l'Union sur la migration nécessiteront la collecte et l'échange de données personnelles et biométriques pour toutes les personnes entrant en Europe irrégulièrement; que ces données seront accessibles à des fins multiples, y compris pour le traitement des demandes d'asile, et qu'elles alimenteront diverses bases de données nationales et européennes relatives aux fonctions de police et à l'immigration, ainsi que des systèmes gérés par Europol et Interpol; qu'Interpol compte parmi ses membres plusieurs des principaux auteurs de répression transnationale, ce qui leur permet d'accéder à ces données et accroît le risque qu'elles soient utilisées à mauvais escient pour cibler les défenseurs des droits de l'homme résidant dans l'Union;

Or. en

Amendement 53
Jan-Christoph Oetjen, Petras Auštrevičius, Hilde Vautmans, Marie-Agnes Strack-Zimmermann, Urmas Paet

Proposition de résolution
Sous-titre I

Proposition de résolution	*Amendement*
Répression transnationale contre ***les défenseurs des droits de l'homme***: tendances et menaces croissantes	Répression transnationale contre ***des personnes et des communautés ciblées à l'étranger***: tendances et menaces croissantes

Or. en

Amendement 54

Jan-Christoph Oetjen, Petras Auštrevičius, Hilde Vautmans, Marie-Agnes Strack-Zimmermann, Urmas Paet, Lucia Yar

Proposition de résolution
Paragraphe 1

Proposition de résolution	*Amendement*
1. condamne ***la*** répression transnationale, qui constitue une menace grave pour le droit international relatif aux droits de l'homme et les droits à la liberté, à la liberté d'expression et d'association et à la protection contre les détentions arbitraires et la violence, ainsi qu'une ***menace pour*** la souveraineté des pays hôtes, par l'intermédiaire de tactiques d'ingérence étrangère;	1. condamne ***toute forme de*** répression transnationale, qui constitue une menace grave pour le droit international relatif aux droits de l'homme et les droits ***à la vie,*** à la liberté, à la liberté d'expression et d'association et à la protection contre les détentions arbitraires et la violence, ainsi qu'une ***violation de*** la souveraineté des pays hôtes, par l'intermédiaire de tactiques d'ingérence étrangère; ***souligne la nécessité d'adopter une définition convenue de manière universelle de la répression transnationale, ce qui permettrait d'intensifier la lutte commune contre ce phénomène;***

Or. en

Amendement 55
Sebastian Tynkkynen

Proposition de résolution
Paragraphe 1

Proposition de résolution	*Amendement*
1. condamne la répression transnationale, qui constitue une menace grave pour le droit international relatif aux droits de l'homme et les droits à la liberté, à la liberté d'expression et d'association et à la protection contre les détentions arbitraires et la violence, ainsi qu'une menace pour la souveraineté des pays hôtes, par l'intermédiaire de tactiques d'ingérence étrangère;	1. condamne la répression transnationale, qui constitue une menace grave pour le droit international relatif aux droits de l'homme et les droits à la liberté, à la liberté d'expression et d'association et à la protection contre les détentions arbitraires et la violence, ainsi qu'une menace pour la souveraineté des pays hôtes, par l'intermédiaire de tactiques d'ingérence étrangère; ***estime que la répression transnationale met également en danger la sécurité des sociétés européennes;***

Or. fi

Amendement 56
Antonio López-Istúriz White, Adrián Vázquez Lázara, Isabel Wiseler-Lima, Sebastião Bugalho

Proposition de résolution
Paragraphe 1

Proposition de résolution	*Amendement*
1. condamne la répression transnationale, qui constitue une menace grave pour le droit international relatif aux droits de l'homme et les droits à la liberté, à la liberté d'expression et d'association et à la protection contre les détentions arbitraires et la violence, ainsi qu'une menace pour la souveraineté des pays hôtes, par l'intermédiaire de tactiques d'ingérence étrangère;	1. condamne la répression transnationale, qui constitue une menace grave pour le droit international relatif aux droits de l'homme et les droits ***à la vie;*** à la liberté, à la liberté d'expression et d'association***, de religion*** et à la protection contre les détentions arbitraires et la violence, ainsi qu'une menace pour la souveraineté des pays hôtes, par l'intermédiaire de tactiques d'ingérence étrangère;

Or. en

Amendement 57
Mariusz Kamiński

Proposition de résolution
Paragraphe 1

Proposition de résolution	*Amendement*
1. condamne la répression transnationale, qui constitue une menace grave pour le droit international relatif aux droits de l'homme et les droits à la liberté, à la liberté d'expression et d'association et à la protection contre les détentions arbitraires et la violence, ainsi qu'une menace pour la souveraineté des pays hôtes, par l'intermédiaire de tactiques d'ingérence étrangère;	1. condamne la répression transnationale, qui constitue une menace grave pour le droit international relatif aux droits de l'homme et les droits à la liberté, à la liberté d'expression et d'association et à la protection contre les détentions arbitraires et la violence, ainsi qu'une menace pour la souveraineté ***et la démocratie*** des pays hôtes, par l'intermédiaire de tactiques d'ingérence étrangère;

Or. pl

Amendement 58
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 1

Proposition de résolution	*Amendement*
1. condamne la répression transnationale, qui constitue une menace grave pour le droit international relatif aux droits de l'homme et les droits à la liberté, à la liberté d'expression et d'association et à la protection contre les détentions arbitraires et la violence, ainsi qu'une menace pour la souveraineté des pays hôtes, par l'intermédiaire de tactiques d'ingérence étrangère;	1. condamne la répression transnationale, qui constitue une menace grave pour le droit international relatif aux droits de l'homme et les droits ***à la vie,*** à la liberté, à la liberté d'expression et d'association, de religion et à la protection contre les détentions arbitraires et la violence, ainsi qu'une menace pour la souveraineté des pays hôtes, par l'intermédiaire de tactiques d'ingérence étrangère;

Or. en

Amendement 59
Antonio López-Istúriz White, Adrián Vázquez Lázara, Isabel Wiseler-Lima, Sebastião Bugalho

Proposition de résolution
Paragraphe 1 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	1 bis. souligne l'importance de lutter contre ce nouveau phénomène au moyen d'un cadre juridique bien établi au niveau multilatéral, régional et national; souligne, dans ce contexte, la nécessité de définir la notion de répression transnationale; considère dès lors que la répression transnationale renvoie aux
	«actions d'un gouvernement étranger ou d'un régime autoritaire visant à faire valoir et à promouvoir ses intérêts en

dépassant les frontières nationales pour contraindre, contrôler ou réduire au silence des individus, des dissidents politiques, la société civile et d'autres minorités dans d'autres pays, au moyen d'un large éventail de méthodes; de telles actions ont une incidence négative sur les droits de l'homme des personnes visées.»;

Or. en

Amendement 60
Rima Hassan

Proposition de résolution
Paragraphe 1 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	1 bis. se déclare vivement préoccupé par l'escalade de la répression transnationale exercée par les États et par les acteurs non étatiques à l'encontre des défenseurs des droits de l'homme, des journalistes et des dissidents politiques au-delà de leurs frontières nationales;

Or. en

Amendement 61
Chloé Ridel, Marco Tarquinio, Ana Catarina Mendes, Marta Temido, Robert Biedroń, Thijs Reuten

Proposition de résolution
Paragraphe 1 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	1 bis. note que le nombre de cas de répression transnationale est très probablement sous-estimé, étant donné que ce phénomène se produit souvent de manière dissimulée;

Or. en

Amendement 62
Rima Hassan

Proposition de résolution
Paragraphe 2

Proposition de résolution	*Amendement*
2. souligne que la répression transnationale d'État prend des formes de plus en plus insidieuses, notamment: atteintes physiques et actes de torture, surveillance, pressions juridiques, menaces numériques, disparitions forcées et enlèvements, souvent à des fins de rapatriement forcé, demandes d'extradition, menaces à l'encontre de membres de la famille et assassinats illégaux;	2. souligne que la répression transnationale d'État prend des formes de plus en plus insidieuses, notamment: atteintes physiques et actes de torture, surveillance, ***y compris la surveillance numérique,*** pressions juridiques, menaces numériques, disparitions forcées et enlèvements, souvent à des fins de rapatriement forcé, demandes d'extradition, ***coercition,*** menaces à l'encontre de membres de la famille et assassinats illégaux; ***demande instamment aux États de mettre fin à toutes les actions visant à intimider, attaquer ou réduire au silence les défenseurs des droits de l'homme, les journalistes, les détracteurs du gouvernement et les militants de l'opposition, ainsi que leurs familles, notamment en s'abstenant d'utiliser des lois, telles que les lois sur la lutte contre le terrorisme et les lois en matière de diffamation, pour les incriminer;***

Or. en

Amendement 63
Mariusz Kamiński
au nom du groupe ECR

Proposition de résolution
Paragraphe 2

Proposition de résolution	*Amendement*
2. souligne que la répression transnationale d'État prend des formes de plus en plus insidieuses, notamment:	2. souligne que la répression transnationale d'État prend des formes de plus en plus insidieuses ***et complexes***,

atteintes physiques et actes de torture, surveillance, pressions juridiques, menaces ***numériques***, disparitions forcées et enlèvements, souvent à des fins de rapatriement forcé, demandes d'extradition, menaces à l'encontre de membres de la famille et assassinats illégaux;	notamment: ***violence physique*** et actes de torture, surveillance, pressions juridiques, ***campagnes de diffamation, chantage,*** menaces ***dans l'espace numérique***, disparitions forcées et enlèvements, souvent à des fins de rapatriement forcé, demandes d'extradition, ***y compris celles fondées sur des informations fausses ou trompeuses***, menaces à l'encontre de membres de la famille et assassinats illégaux;

Or. pl

Amendement 64
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 2

Proposition de résolution	*Amendement*
2. souligne que la répression transnationale d'État prend des formes de plus en plus insidieuses, notamment: atteintes physiques et actes de torture, surveillance, pressions juridiques, menaces numériques, disparitions forcées et enlèvements, souvent à des fins de rapatriement forcé, demandes d'extradition, menaces à l'encontre de membres de la famille et assassinats illégaux;	2. souligne que la répression transnationale d'État prend des formes de plus en plus insidieuses, notamment: atteintes physiques et actes de torture***,*** ***expulsion***, surveillance, pressions juridiques, menaces numériques, disparitions forcées et enlèvements, souvent à des fins de rapatriement forcé, demandes d'extradition, ***gels de fonds,*** menaces à l'encontre de membres de la famille et assassinats illégaux;

Or. en

Amendement 65
Antonio López-Istúriz White, Adrián Vázquez Lázara, Isabel Wiseler-Lima, Sebastião Bugalho

Proposition de résolution
Paragraphe 2

Proposition de résolution	*Amendement*
2. souligne que la répression transnationale d'État prend des formes de plus en plus insidieuses, notamment: atteintes physiques et actes de torture, surveillance, pressions juridiques, menaces numériques, disparitions forcées et enlèvements, souvent à des fins de rapatriement forcé, demandes d'extradition, menaces à l'encontre de membres de la famille et assassinats illégaux;	2. souligne que la répression transnationale d'État prend des formes de plus en plus insidieuses, notamment: atteintes physiques et actes de torture***,*** ***expulsion***, surveillance, pressions juridiques, menaces numériques, disparitions forcées et enlèvements, souvent à des fins de rapatriement forcé, demandes d'extradition, ***gels de fonds,*** menaces à l'encontre de membres de la famille et assassinats illégaux;

Or. en

Amendement 66
Jan-Christoph Oetjen, Petras Auštrevičius, Hilde Vautmans, Marie-Agnes Strack-Zimmermann, Urmas Paet, Lucia Yar

Proposition de résolution
Paragraphe 2

Proposition de résolution	*Amendement*
2. souligne que la répression transnationale d'État prend des formes de plus en plus insidieuses, notamment: atteintes physiques et actes de torture, surveillance, pressions juridiques, menaces numériques, disparitions forcées et enlèvements, souvent à des fins de rapatriement forcé, demandes d'extradition, menaces à l'encontre de membres de la famille et assassinats illégaux;	2. souligne que la répression transnationale d'État prend des formes de plus en plus insidieuses, notamment: atteintes physiques et actes de torture, surveillance, pressions juridiques, menaces numériques, disparitions forcées et enlèvements, souvent à des fins de rapatriement forcé, demandes d'extradition, ***gels de fonds,*** menaces à l'encontre de membres de la famille et assassinats illégaux;

Or. en

Amendement 67
Sebastian Tynkkynen

Proposition de résolution
Paragraphe 2

Proposition de résolution	*Amendement*
2. souligne que la répression transnationale d'État prend des formes de plus en plus insidieuses, notamment: atteintes physiques et actes de torture, surveillance, pressions juridiques, menaces numériques, disparitions forcées et enlèvements, souvent à des fins de rapatriement forcé, demandes d'extradition, menaces à l'encontre de membres de la famille et assassinats illégaux;	2. souligne que la répression transnationale d'État prend des formes de plus en plus insidieuses, notamment: atteintes physiques et actes de torture, surveillance, pressions juridiques, menaces numériques, disparitions forcées et enlèvements, souvent à des fins de rapatriement forcé, demandes d'extradition, menaces à l'encontre de membres de la famille***, ainsi qu'exécutions*** et assassinats illégaux;

Or. fi

Amendement 68
Chloé Ridel, Marco Tarquinio, Ana Catarina Mendes, Marta Temido, Robert Biedroń, Thijs Reuten

Proposition de résolution
Paragraphe 3

Proposition de résolution	*Amendement*
3. condamne les régimes autoritaires du monde entier qui recourent de plus en plus à des outils numériques de répression transnationale ***et à*** des technologies fondées sur l'IA, ***aux*** logiciels espions, ***au*** piratage et ***à la*** divulgation malveillante d'informations personnelles (doxing) pour harceler, surveiller et intimider les défenseurs des droits de l'homme, en particulier les femmes, qui sont la cible disproportionnée d'abus et de menaces à connotation sexuelle;	3. condamne les régimes autoritaires du monde entier qui recourent de plus en plus à des outils numériques de répression transnationale***; note l'utilisation*** des technologies fondées sur l'IA, ***de*** logiciels espions, ***de*** piratage et ***de*** divulgation malveillante d'informations personnelles (doxing) pour harceler, surveiller et intimider les défenseurs des droits de l'homme, en particulier les femmes, qui sont la cible disproportionnée d'abus et de menaces à connotation sexuelle; ***souligne que la répression transnationale numérique englobe également la censure fondée sur le contenu, y compris le recours aux demandes de retrait, aux menaces de poursuites judiciaires, aux pressions en matière de modération des contenus et au blocage des médias gérés par des personnes en exil, afin d'empêcher la publication d'informations critiques à l'égard des régimes***

autoritaires ou de les faire retirer;

Or. en

Amendement 69
Mariusz Kamiński
au nom du groupe ECR

Proposition de résolution
Paragraphe 3

Proposition de résolution	*Amendement*
3. condamne les régimes autoritaires du monde entier qui recourent de plus en plus à des outils numériques de répression transnationale ***et à*** des technologies fondées sur l'IA, aux logiciels espions, au piratage et à la divulgation malveillante d'informations personnelles (doxing) pour harceler, surveiller ***et*** intimider les défenseurs des droits de l'homme, en particulier les femmes, qui ***sont*** la cible disproportionnée d'abus et de menaces à ***connotation sexuelle***;	3. condamne les régimes autoritaires du monde entier qui recourent de plus en plus à des outils numériques de répression transnationale***, notamment*** des technologies fondées sur l'IA, aux logiciels espions, au piratage et à la divulgation malveillante d'informations personnelles (doxing) pour harceler, surveiller***,*** intimider***, insulter et discréditer*** les défenseurs des droits de l'homme, en particulier les femmes, qui ***deviennent*** la cible disproportionnée d'abus et de menaces ***à caractère sexuel visant à les priver de leur crédibilité et à les dissuader de poursuivre leurs actions***;

Or. pl

Amendement 70
Sebastian Tynkkynen

Proposition de résolution
Paragraphe 3

Proposition de résolution	*Amendement*
3**.** condamne les régimes autoritaires du monde entier qui recourent de plus en plus à des outils numériques de répression transnationale et à des technologies fondées sur l'IA, aux logiciels espions, au piratage et à la divulgation malveillante	3**.** condamne les régimes autoritaires du monde entier qui recourent de plus en plus à des outils numériques de répression transnationale et à des technologies fondées sur l'IA, aux logiciels espions, au piratage et à la divulgation malveillante

d'informations personnelles (doxing) pour harceler, surveiller et intimider les défenseurs des droits de l'homme***, en particulier*** les femmes, ***qui*** sont la cible disproportionnée d'abus et de menaces à connotation sexuelle;	d'informations personnelles (doxing) pour harceler, surveiller et intimider les défenseurs des droits de l'homme***; souligne que*** les femmes ***défendant les droits de l'homme, en particulier***, sont la cible disproportionnée d'abus et de menaces à connotation sexuelle

Or. fi

Amendement 71
Jan-Christoph Oetjen, Petras Auštrevičius, Hilde Vautmans, Marie-Agnes Strack-Zimmermann, Urmas Paet, Lucia Yar

Proposition de résolution
Paragraphe 3

Proposition de résolution	*Amendement*
3. condamne les régimes autoritaires du monde entier qui recourent de plus en plus à des outils numériques de répression transnationale et à des technologies fondées sur l'IA, aux logiciels espions, au piratage et à la divulgation malveillante d'informations personnelles (doxing) pour harceler, surveiller et intimider les défenseurs des droits de l'homme***, en particulier les femmes, qui sont la cible disproportionnée d'abus*** et ***de menaces à connotation sexuelle***;	3. condamne les régimes autoritaires du monde entier qui recourent de plus en plus à des outils numériques de répression transnationale et à des technologies fondées sur l'IA, aux logiciels espions, au piratage et à la divulgation malveillante d'informations personnelles (doxing) pour harceler, surveiller et intimider les défenseurs des droits de l'homme et ***les personnes ciblées***;

Or. en

Amendement 72
Antonio López-Istúriz White, Adrián Vázquez Lázara, Isabel Wiseler-Lima, Sebastião Bugalho

Proposition de résolution
Paragraphe 3

Proposition de résolution	*Amendement*
3. condamne les régimes autoritaires du monde entier qui recourent de plus en	3. condamne les régimes autoritaires ***et autres auteurs d'actes inappropriés*** du

plus à des outils numériques de répression transnationale et à des technologies fondées sur l'IA, aux logiciels espions, au piratage et à la divulgation malveillante d'informations personnelles (doxing) pour harceler, surveiller et intimider les défenseurs des droits de l'homme, en particulier les femmes, qui sont la cible disproportionnée d'abus et de menaces à connotation sexuelle;	monde entier qui recourent de plus en plus à des outils numériques de répression transnationale et à des technologies fondées sur l'IA, aux logiciels espions, au piratage et à la divulgation malveillante d'informations personnelles (doxing) pour harceler, surveiller et intimider les défenseurs des droits de l'homme, en particulier les femmes, qui sont la cible disproportionnée d'abus et de menaces à connotation sexuelle;
	Or. en

Amendement 73
Rima Hassan

Proposition de résolution
Paragraphe 3

Proposition de résolution	*Amendement*
3. condamne les régimes autoritaires du monde entier qui recourent de plus en plus à des outils numériques de répression transnationale et à des technologies fondées sur l'IA, aux logiciels espions, au piratage et à la divulgation malveillante d'informations personnelles (doxing) pour harceler, surveiller et intimider les défenseurs des droits de l'homme, en particulier les femmes, qui sont la cible disproportionnée d'abus et de menaces à connotation sexuelle;	3. condamne les régimes autoritaires ***et leurs mandataires*** du monde entier qui recourent de plus en plus à des outils numériques de répression transnationale et à des technologies fondées sur l'IA, aux logiciels espions, au piratage et à la divulgation malveillante d'informations personnelles (doxing) pour harceler, surveiller et intimider les défenseurs des droits de l'homme, en particulier les femmes, qui sont la cible disproportionnée d'abus et de menaces à connotation sexuelle;
	Or. en

Amendement 74
Marjan Šarec, Irena Joveva

Proposition de résolution
Paragraphe 3

Proposition de résolution	*Amendement*
3. condamne les régimes autoritaires du monde entier qui recourent de plus en plus à des outils numériques de répression transnationale et à des technologies fondées sur l'IA, aux logiciels espions, au piratage et à la divulgation malveillante d'informations personnelles (doxing) pour harceler, surveiller et intimider les défenseurs des droits de l'homme, en particulier les femmes, qui sont la cible disproportionnée d'abus et de menaces à connotation sexuelle;	3. condamne les régimes autoritaires ***et illibéraux*** du monde entier qui recourent de plus en plus à des outils numériques de répression transnationale et à des technologies fondées sur l'IA, aux logiciels espions, au piratage et à la divulgation malveillante d'informations personnelles (doxing) pour harceler, surveiller et intimider les défenseurs des droits de l'homme, en particulier les femmes, qui sont la cible disproportionnée d'abus et de menaces à connotation sexuelle;

Or. en

Amendement 75
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 3

Proposition de résolution	*Amendement*
3. condamne les ***régimes autoritaires*** du monde entier qui recourent de plus en plus à des outils numériques de répression transnationale et à des technologies fondées sur l'IA, aux logiciels espions, au piratage et à la divulgation malveillante d'informations personnelles (doxing) pour harceler, surveiller et intimider les défenseurs des droits de l'homme, en particulier les femmes, qui sont la cible disproportionnée d'abus et de menaces à connotation sexuelle;	3. condamne les ***auteurs d'actes inappropriés*** du monde entier qui recourent de plus en plus à des outils numériques de répression transnationale et à des technologies fondées sur l'IA, aux logiciels espions, au piratage et à la divulgation malveillante d'informations personnelles (doxing) pour harceler, surveiller et intimider les défenseurs des droits de l'homme, en particulier les femmes, qui sont la cible disproportionnée d'abus et de menaces à connotation sexuelle;

Or. en

Amendement 76
Cristian Terheş

Proposition de résolution
Paragraphe 3 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	3 bis. souligne le rôle essentiel avéré que joue la Fondation humanitaire de Gaza pour répondre à la crise humanitaire actuelle à Gaza en fournissant une assistance alimentaire essentielle; exprime sa vive inquiétude concernant les informations selon lesquelles le Hamas a mis à prix le personnel de la Fondation humanitaire de Gaza[1 bis]; demande à la Commission européenne de condamner publiquement ces menaces et invite la communauté internationale à faire de même;
	[1 bis] https://www.fdd.org/analysis/2025/06/29/hamas-places-bounty-on-aid-workers-ghf/

Or. en

Amendement 77
Sebastian Tynkkynen

Proposition de résolution
Paragraphe 3 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	3 bis. condamne fermement la répression transnationale répétée et systématique exercée par les services de sécurité de l'État russe, en particulier les empoisonnements, les assassinats et les pressions exercées sur les dissidents en exil; rappelle en particulier les tentatives d'assassinat de Sergueï et Ioulia Skripal et le meurtre d'Alexandre Litvinenko sur le sol britannique, ainsi que l'assassinat du commandant tchétchène Zelimkhan Khangoshvili en Allemagne;

Or. fi

Amendement 78
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 3 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	3 bis. condamne les tactiques de répression transnationale numérique fondée sur le genre qui ciblent de manière disproportionnée les défenseuses des droits de l'homme résidant en dehors de leur pays d'origine; est profondément préoccupé par l'augmentation des abus et des menaces à connotation sexuelle commis au moyen des technologies numériques et par l'utilisation du genre comme outil de répression des femmes qui s'expriment ouvertement;

Or. en

Amendement 79
Jan-Christoph Oetjen, Petras Auštrevičius, Hilde Vautmans, Marie-Agnes Strack-Zimmermann, Urmas Paet, Lucia Yar

Proposition de résolution
Paragraphe 3 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	3 bis. souligne que les femmes sont ciblées de manière disproportionnée par la répression transnationale sous la forme d'abus et de menaces à connotation sexuelle;

Or. en

Amendement 80
Sebastian Tynkkynen

Proposition de résolution
Paragraphe 3 ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	3 ter. condamne fermement la répression transnationale menée par la République populaire de Chine, en particulier les «postes de police à l'étranger» qu'elle a établis dans plusieurs pays de l'Union et du monde; souligne que la Chine a utilisé ces postes pour surveiller, intimider et exercer des pressions sur les dissidents chinois, les Ouïghours, les militants pro-démocratie de Hong Kong et d'autres défenseurs des droits de l'homme; considère que l'espionnage des réfugiés par la Chine vise à réduire au silence l'opposition vivant à l'étranger;

Or. fi

Amendement 81
Sebastian Tynkkynen

Proposition de résolution
Paragraphe 3 quater (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	3 quater. condamne fermement la répression transnationale soutenue par la République islamique d'Iran, notamment les assassinats, les enlèvements, les retours forcés et la surveillance et l'intimidation des militants de la diaspora dans les États membres de l'Union;

Or. fi

Amendement 82

Sebastian Tynkkynen

Proposition de résolution
Paragraphe 3 quinquies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	3 quinquies. condamne fermement les mesures de surveillance et de pression prises par les autorités turques contre les représentants de l'opposition, en particulier ceux identifiés comme des partisans du mouvement Gülen et les militants kurdes; condamne fermement les retours forcés et les enlèvements dans des pays tiers, ainsi que les pressions exercées sur les États membres de l'Union pour faciliter les extraditions à des fins politiques;

Or. fi

Amendement 83
Sebastian Tynkkynen

Proposition de résolution
Paragraphe 3 sexies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	3 sexies. condamne fermement la participation de l'Arabie saoudite à la répression transnationale; rappelle en particulier le meurtre du journaliste Jamal Khashoggi à Istanbul le 2 octobre 2018;

Or. fi

Amendement 84
Mariusz Kamiński
au nom du groupe ECR

Proposition de résolution
Paragraphe 4

Proposition de résolution	*Amendement*
4. condamne les ***personnes*** qui exercent des pressions juridiques et diplomatiques, y compris au moyen de notices rouges d'Interpol motivées par des considérations politiques, pour ***demander*** l'arrestation et l'extradition de défenseurs des droits de l'homme en exil**,** l'utilisation abusive de l'étiquette de «terroriste», les ***poursuites*** pénales par contumace et ***les autres*** mesures de nature administrative telles que la révocation de la citoyenneté, l'interdiction de voyager et le refus de délivrer des documents d'identité et de fournir des services consulaires ou bancaires;	4. condamne les ***États et institutions*** qui ***fournissent délibérément des informations fausses ou trompeuses et*** exercent des pressions juridiques et diplomatiques, y compris au moyen de notices rouges d'Interpol motivées par des considérations politiques, pour ***obtenir un soutien international en faveur d'actions répressives ainsi que*** l'arrestation et l'extradition de défenseurs des droits de l'homme en exil***; condamne également*** l'utilisation abusive de l'étiquette de «terroriste», les ***procédures*** pénales par contumace et ***le recours à d'autres*** mesures de nature administrative telles que la révocation de la citoyenneté, l'interdiction de voyager et le refus de délivrer des documents d'identité et de fournir des services consulaires ou bancaires;
	Or. pl

Amendement 85
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 4

Proposition de résolution	*Amendement*
4. condamne les personnes qui exercent des pressions juridiques et diplomatiques, y compris au moyen de notices rouges d'Interpol motivées par des considérations politiques, pour demander l'arrestation et l'extradition de défenseurs des droits de l'homme en exil, l'utilisation abusive de l'étiquette de «terroriste», les poursuites pénales par contumace et les autres mesures de nature administrative telles que la révocation de la citoyenneté, l'interdiction de voyager et le refus de	4. condamne les personnes qui exercent des pressions juridiques et diplomatiques, y compris au moyen de notices rouges d'Interpol motivées par des considérations politiques ***et l'architecture institutionnelle internationale de lutte contre le terrorisme***, pour demander l'arrestation et l'extradition de défenseurs des droits de l'homme en exil, l'utilisation abusive de l'étiquette de «terroriste», les poursuites pénales par contumace et les autres mesures de nature administrative

délivrer des documents d'identité et de fournir des services consulaires ou bancaires;	telles que la révocation de la citoyenneté, ***le refus de renouveler les passeports, le refus de documents liés aux visas, les interdictions d'entrée,*** l'interdiction de voyager et le refus de délivrer des documents d'identité et de fournir des services consulaires ou bancaires;

Or. en

Amendement 86
Antonio López-Istúriz White, Adrián Vázquez Lázara, Isabel Wiseler-Lima, Sebastião Bugalho

Proposition de résolution
Paragraphe 4

Proposition de résolution	*Amendement*
4. condamne les personnes qui exercent des pressions juridiques et diplomatiques, y compris au moyen de notices rouges d'Interpol motivées par des considérations politiques, pour demander l'arrestation et l'extradition de défenseurs des droits de l'homme en exil, l'utilisation abusive de l'étiquette de «terroriste», les poursuites pénales par contumace et les autres mesures de nature administrative telles que la révocation de la citoyenneté, l'interdiction de voyager et le refus de délivrer des documents d'identité et de fournir des services consulaires ou bancaires;	4. condamne les personnes qui exercent des pressions juridiques et diplomatiques, y compris au moyen de notices rouges d'Interpol motivées par des considérations politiques ***et l'architecture institutionnelle internationale de lutte contre le terrorisme***, pour demander l'arrestation et l'extradition de défenseurs des droits de l'homme en exil, l'utilisation abusive de l'étiquette de «terroriste», les poursuites pénales par contumace et les autres mesures de nature administrative telles que la révocation de la citoyenneté, ***le refus de renouveler les passeports, le refus de documents liés aux visas,*** l'interdiction de voyager, ***l'interdiction d'entrée sur le territoire*** et le refus de délivrer des documents d'identité et de fournir des services consulaires ou bancaires;

Or. en

Amendement 87
Jan-Christoph Oetjen, Petras Auštrevičius, Hilde Vautmans, Marie-Agnes Strack-Zimmermann, Urmas Paet, Lucia Yar

Proposition de résolution
Paragraphe 4

Proposition de résolution	*Amendement*
4. condamne les personnes qui exercent des pressions juridiques et diplomatiques, y compris au moyen de notices rouges d'Interpol motivées par des considérations politiques, pour demander l'arrestation et l'extradition de défenseurs des droits de l'homme en exil, l'utilisation abusive de l'étiquette de «terroriste», les poursuites pénales par contumace et les autres mesures de nature administrative telles que la révocation de la citoyenneté, l'interdiction de voyager ***et*** le refus de délivrer des documents d'identité ***et*** de fournir des services consulaires ou bancaires;	4. condamne les personnes qui exercent des pressions juridiques et diplomatiques, y compris au moyen de notices rouges d'Interpol motivées par des considérations politiques, pour demander l'arrestation et l'extradition de défenseurs des droits de l'homme en exil ***et des personnes ciblées***, l'utilisation abusive de l'étiquette de «terroriste», les poursuites pénales par contumace et les autres mesures de nature administrative telles que la révocation de la citoyenneté, l'interdiction de voyager ***ou d'entrer sur le territoire,*** le refus de délivrer des ***passeports, des*** documents d'identité ***ou des documents liés aux visas, ou de les renouveler, ainsi que le refus*** de fournir des services consulaires ou bancaires;

Or. en

Amendement 88
Chloé Ridel, Marco Tarquinio, Ana Catarina Mendes, Marta Temido, Robert Biedroń, Thijs Reuten

Proposition de résolution
Paragraphe 5

Proposition de résolution	*Amendement*
5. se déclare vivement préoccupé par le rôle des pays hôtes et des acteurs non étatiques, tels que le secteur privé des logiciels espions, les organisations criminelles et les intermédiaires, dans la facilitation de la répression transnationale;	5. se déclare vivement préoccupé par le rôle des pays hôtes et des acteurs non étatiques, tels que ***les fournisseurs de services numériques et autres intermédiaires technologiques,*** le secteur privé des logiciels espions***, les prestataires de services de sécurité***, les organisations criminelles et les intermédiaires, ***y compris les membres de la diaspora,*** dans la facilitation de la répression transnationale;

Or. en

Amendement 89
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 5

Proposition de résolution	*Amendement*
5. se déclare vivement préoccupé par le rôle des pays hôtes et des acteurs non étatiques, ***tels*** que le secteur privé des logiciels espions, les organisations criminelles et les intermédiaires, dans la facilitation de la répression transnationale;	5. se déclare vivement préoccupé par le rôle des pays hôtes et des acteurs non étatiques, ***tel*** que ***la collaboration entre les forces frontalières et de sécurité des États***, le secteur privé des logiciels espions, les organisations criminelles***, les enquêteurs privés*** et les ***autres*** intermédiaires, dans la facilitation de la répression transnationale;

Or. en

Amendement 90
Antonio López-Istúriz White, Adrián Vázquez Lázara, Sebastião Bugalho

Proposition de résolution
Paragraphe 5

Proposition de résolution	*Amendement*
5. se déclare vivement préoccupé par le rôle des pays hôtes et des acteurs non étatiques, tels que le secteur privé des logiciels espions, les organisations criminelles et les intermédiaires, dans la facilitation de la répression transnationale;	5. se déclare vivement préoccupé par le rôle des pays hôtes et des acteurs non étatiques, tels que ***la collaboration entre les forces frontalières et de sécurité des États,*** le secteur privé des logiciels espions, les organisations criminelles et les intermédiaires, dans la facilitation de la répression transnationale;

Or. en

Amendement 91
Silvia Sardone, Roberto Vannacci, Susanna Ceccardi

Proposition de résolution
Paragraphe 5

Proposition de résolution	*Amendement*
5. se déclare vivement préoccupé par le rôle des pays hôtes et des acteurs non étatiques, tels que le secteur privé des logiciels espions, les organisations criminelles et les intermédiaires, dans la facilitation de la répression transnationale;	5. se déclare vivement préoccupé par le rôle des pays hôtes et des acteurs non étatiques, tels que le secteur privé des logiciels espions, les organisations criminelles ***et terroristes, en particulier islamistes,*** et les intermédiaires, dans la facilitation de la répression transnationale;

Or. en

Amendement 92
Jan-Christoph Oetjen, Petras Auštrevičius, Hilde Vautmans, Marie-Agnes Strack-Zimmermann, Urmas Paet, Lucia Yar

Proposition de résolution
Paragraphe 5

Proposition de résolution	*Amendement*
5. se déclare vivement préoccupé par le rôle ***des*** pays hôtes et des acteurs non étatiques, tels que le secteur privé des logiciels espions, les organisations criminelles et les intermédiaires, dans la facilitation de la répression transnationale;	5. se déclare vivement préoccupé par le rôle ***de certains*** pays hôtes***, y compris des États membres de l'Union,*** et des acteurs non étatiques, tels que le secteur privé des logiciels espions, les organisations criminelles et les intermédiaires, dans la facilitation de la répression transnationale;

Or. en

Amendement 93
Mariusz Kamiński
au nom du groupe ECR

Proposition de résolution
Paragraphe 5

Proposition de résolution	*Amendement*

5. se déclare vivement préoccupé par le rôle ***des pays hôtes et*** des acteurs non étatiques, tels que le secteur privé des logiciels espions, les organisations criminelles et les intermédiaires, dans la facilitation de la répression transnationale;	5. se déclare vivement préoccupé par le rôle des acteurs non étatiques, tels que le secteur privé des logiciels espions, les organisations criminelles et les intermédiaires, dans la facilitation de la répression transnationale;

Or. pl

Amendement 94
Antonio López-Istúriz White, Adrián Vázquez Lázara, Isabel Wiseler-Lima, Sebastião Bugalho

Proposition de résolution
Paragraphe 5 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	5 bis. souligne en outre que la répression transnationale constitue une menace directe pour la souveraineté et la sécurité des États, y compris les États membres de l'Union, car elle permet à des acteurs étatiques étrangers de pratiquer l'intimidation, la coercition et le contrôle au-delà de leurs frontières; rappelle que, si la sécurité nationale reste de la seule responsabilité des États membres, l'ampleur et le caractère transfrontière de ces pratiques exigent une réponse coordonnée au niveau de l'Union, y compris des initiatives de coopération entre les autorités nationales, les institutions européennes et les acteurs de la société civile;

Or. en

Amendement 95
Antonio López-Istúriz White, Adrián Vázquez Lázara

Proposition de résolution
Paragraphe 5 ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	5 ter. souligne que l'ancien vice-président du Parlement européen Alejo Vidal-Quadras a été victime d'une répression transnationale perpétrée par l'Iran par l'intermédiaire d'un attentat terroriste orchestré dans un État membre de l'Union;

Or. en

Amendement 96
Mariusz Kamiński
au nom du groupe ECR

Proposition de résolution
Paragraphe 6

Proposition de résolution	*Amendement*
6. ***s'inquiète du rétrécissement de*** l'espace civique ***et des mesures qui réduisent au silence*** les exilés, ***dont la*** voix joue un rôle ***important*** pour documenter les abus dans les ***États*** autoritaires; rappelle que ***des*** sociétés libres et démocratiques, en particulier dans le voisinage immédiat de l'Union, ***sont*** dans son intérêt;	6. ***salue les pays et sociétés qui, à l'instar de la Pologne, ont accueilli des réfugiés en masse, y compris de Biélorussie et d'autres pays où les droits de l'homme fondamentaux sont violemment réprimés, et qui, souvent au prix de coûts financiers et politiques considérables, leur ont permis de rester sur leur territoire et font tout leur possible pour assurer leur sécurité malgré les tentatives de répression transnationale dont ils font l'objet; constate toutefois avec inquiétude que, dans certains pays,*** l'espace civique ***se réduit et que*** les exilés ***sont réduits au silence, alors que leur*** voix joue un rôle ***essentiel*** pour documenter les abus dans les ***régimes*** autoritaires; rappelle que ***l'existence de*** sociétés libres et démocratiques, en particulier dans le voisinage immédiat de l'Union ***est*** dans son intérêt ***stratégique et nécessite son soutien constant et durable***;

Or. pl

Amendement 97
Jan-Christoph Oetjen, Petras Auštrevičius, Hilde Vautmans, Marie-Agnes Strack-Zimmermann, Urmas Paet, Lucia Yar

Proposition de résolution
Paragraphe 6

Proposition de résolution	*Amendement*
6. ***s'inquiète du*** rétrécissement de l'espace civique et des mesures qui réduisent au silence les exilés, dont la voix joue un rôle important pour documenter les abus dans les États autoritaires; rappelle que des sociétés libres et démocratiques, en particulier dans le voisinage immédiat de l'Union, sont dans son intérêt;	6. ***exprime de vives inquiétudes quant au*** rétrécissement de l'espace civique et des mesures qui réduisent au silence les exilés, dont la voix joue un rôle important pour documenter ***les violations des droits de l'homme et*** les abus dans les États autoritaires; rappelle que des sociétés libres et démocratiques, en particulier dans le voisinage immédiat de l'Union, sont dans son intérêt;

Or. en

Amendement 98
Antonio López-Istúriz White, Adrián Vázquez Lázara, Isabel Wiseler-Lima, Sebastião Bugalho

Proposition de résolution
Paragraphe 6

Proposition de résolution	*Amendement*
6. s'inquiète du rétrécissement de l'espace civique et des mesures qui réduisent au silence les exilés, dont la voix joue un rôle important pour documenter les abus dans les États autoritaires; rappelle que des sociétés libres et démocratiques***, en particulier dans le voisinage immédiat de l'Union, sont*** dans ***son intérêt***;	6. s'inquiète du rétrécissement de l'espace civique et des mesures qui réduisent au silence les exilés, dont la voix joue un rôle important pour documenter ***la situation des droits de l'homme et*** les abus dans les États autoritaires; rappelle que ***la défense*** des sociétés libres et démocratiques ***est*** dans ***l'intérêt même de l'Union***;

Or. en

Amendement 99
Hannah Neumann

au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 6

Proposition de résolution	*Amendement*
6. s'inquiète du rétrécissement de l'espace civique et des mesures qui réduisent au silence les exilés, dont la voix joue un rôle important pour documenter les abus dans les États autoritaires; rappelle que des sociétés libres et démocratiques***, en particulier dans le voisinage immédiat de l'Union,*** sont dans ***son intérêt***;	6. s'inquiète du rétrécissement de l'espace civique et des mesures qui réduisent au silence les exilés, dont la voix joue un rôle important pour documenter ***la situation des droits de l'homme et*** les abus dans les États autoritaires; rappelle que des sociétés libres et démocratiques sont dans ***l'intérêt de l'Union***;

Or. en

Amendement 100
Mariusz Kamiński
au nom du groupe ECR

Proposition de résolution
Paragraphe 7

Proposition de résolution	*Amendement*
7. insiste sur les conséquences psychologiques durables de la répression transnationale sur la santé mentale et le bien-être général des victimes;	7. insiste sur les conséquences psychologiques durables de la répression transnationale sur la santé mentale et le bien-être général des victimes***, notamment sur leur sentiment de sécurité, leur intégrité psychique, leurs relations sociales et leur capacité à poursuivre des activités publiques***; ***constate que ces effets peuvent conduire à des traumatismes à long terme, à l'isolement, à l'exclusion et à un sentiment d'insécurité accru, y compris dans les pays d'accueil; invite les États membres et les institutions de l'Union à fournir un soutien psychologique, juridique et matériel adapté aux victimes, y compris des mesures leur permettant de vivre en sécurité et de poursuivre leur engagement social;***

Or. pl

Amendement 101
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 7

Proposition de résolution	*Amendement*
7. insiste sur les conséquences psychologiques durables de la répression transnationale sur la santé mentale et le bien-être général des victimes;	7. insiste sur les conséquences psychologiques durables de la répression transnationale sur la santé mentale et le bien-être général des victimes ***et de leurs familles***; ***condamne fermement les représailles du gouvernement contre les familles des défenseurs des droits de l'homme vivant à l'étranger en tant que moyen de répression; note que la répression transnationale a également un effet dissuasif plus large sur la société civile vivant en exil;***

Or. en

Amendement 102
Merja Kyllönen, Jonas Sjöstedt

Proposition de résolution
Paragraphe 7

Proposition de résolution	*Amendement*
7. insiste sur les conséquences psychologiques durables de la répression transnationale sur la santé mentale et le bien-être général des victimes;	7. insiste sur les conséquences psychologiques durables de la répression transnationale sur la santé mentale et le bien-être général des victimes ***et appelle l'Union et ses États membres à prendre des mesures supplémentaires dans le cadre de la procédure de suivi afin que les victimes des répressions transnationales ne soient pas livrées à elles-mêmes***;

Or. en

Amendement 103
Jan-Christoph Oetjen, Petras Auštrevičius, Hilde Vautmans, Marie-Agnes Strack-Zimmermann, Urmas Paet, Lucia Yar

Proposition de résolution
Paragraphe 7

Proposition de résolution	*Amendement*
7. ***insiste sur les*** conséquences psychologiques durables de la répression transnationale sur la santé mentale et le bien-être général des victimes;	7. ***s'inquiète quant aux*** conséquences psychologiques durables de la répression transnationale sur la santé mentale et le bien-être général des victimes ***et de leurs familles, ainsi qu'à l'effet dissuasif plus large sur la communauté de la diaspora en exil***;

Or. en

Amendement 104
Antonio López-Istúriz White, Adrián Vázquez Lázara, Isabel Wiseler-Lima, Sebastião Bugalho

Proposition de résolution
Paragraphe 7

Proposition de résolution	*Amendement*
7. insiste sur les conséquences psychologiques durables de la répression transnationale sur la santé mentale et le bien-être général des victimes;	7. insiste sur les conséquences psychologiques durables de la répression transnationale sur la santé mentale et le bien-être général des victimes ***et de leurs familles, ainsi qu'à l'effet dissuasif plus large qu'elle a sur la société civile en exil***;

Or. en

Amendement 105
Rima Hassan

Proposition de résolution
Paragraphe 7 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	7 bis. souligne que, dans certaines parties du monde, les journalistes sont souvent qualifiés de militants en raison de leurs activités et sont exposés à des schémas de répression transnationale similaires à ceux que subissent les défenseurs des droits de l'homme, ce qui entraîne des effets à long terme sur leur carrière et leur sécurité[2 bis].
	[2 bis] Reporters sans Frontières, 2025: https://rsf.org/fr/classement-mondial-de-la-libert%C3%A9-de-la-presse-2024-le-journalisme-sous-pressions-politiques?data_type=general&year=2024

Or. en

Amendement 106
Sebastião Bugalho

Proposition de résolution
Paragraphe 7 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	7 bis. condamne la politique d'agression persistante menée par quelques États autoritaires, dont la Biélorussie, Cuba, l'Iran, le Nicaragua, la Russie et le Venezuela; estime que ces États sont les plus enclins à utiliser la répression transnationale contre les dissidents;

Or. en

Amendement 107
Antonio López-Istúriz White, Adrián Vázquez Lázara, Isabel Wiseler-Lima, Sebastião Bugalho

Proposition de résolution
Paragraphe 7 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	7 bis. considère qu'en l'absence d'une définition claire de la répression transnationale, la collecte et la communication d'informations sur les agressions liées à la répression transnationale peuvent revêtir un caractère trompeur et faire l'objet de rapports insuffisants;

Or. en

Amendement 108
Antonio López-Istúriz White, Adrián Vázquez Lázara, Isabel Wiseler-Lima, Sebastião Bugalho

Proposition de résolution
Paragraphe 7 ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	7 ter. tient compte du fait que l'absence d'une définition correcte de la répression transnationale empêche l'utilisation efficace du régime mondial de sanctions de l'Union en matière de droits de l'homme (appelé loi Magnitsky de l'Union européenne) pour sanctionner les auteurs de violations des droits de l'homme commises au moyen de la répression transnationale; demande à la vice-présidente de la Commission européenne et haute représentante pour les affaires étrangères et la politique de sécurité (VP/HR) et aux États membres d'inclure la répression transnationale comme catégorie passible de sanctions dans le régime mondial de sanctions de l'Union en matière de droits de l'homme;

Or. en

Amendement 109

Rima Hassan

Proposition de résolution
Paragraphe 7 ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	7 ter. souligne l'importance de reconnaître que la répression transnationale des défenseurs des droits de l'homme touche de manière disproportionnée ceux qui font l'objet de préjugés et qui sont concernés par des vulnérabilités supplémentaires telles que la race, l'appartenance ethnique, la religion, l'expression de genre, l'orientation sexuelle, la classe sociale, la situation géographique et/ou le handicap;

Or. en

Amendement 110
Cristian Terheş

Proposition de résolution
Paragraphe 8

Proposition de résolution	*Amendement*
8. invite la Commission, les États membres et le Service européen pour l'action extérieure (SEAE) à traiter systématiquement la répression transnationale dans le cadre des dialogues sur les droits de l'homme avec les pays tiers et dans d'autres enceintes de coopération bilatérale et multilatérale, telles que le Conseil des droits de l'homme des Nations unies;	8. invite la Commission, les États membres et le Service européen pour l'action extérieure (SEAE) à traiter systématiquement la répression transnationale dans le cadre des dialogues sur les droits de l'homme avec les pays tiers et dans d'autres enceintes de coopération bilatérale et multilatérale, telles que le Conseil des droits de l'homme des Nations unies; ***prie instamment la Commission d'accorder également une attention soutenue à la protection, au soutien et à l'autonomisation des défenseurs de la liberté de religion et de conviction dans le monde entier, en reconnaissant leur rôle essentiel non seulement dans la défense des droits de l'homme fondamentaux et la promotion***

	de la démocratie, mais aussi dans la promotion de la cohésion sociale, de la paix, de la tolérance et de relations mutuellement respectueuses entre les nations et entre les différents groupes raciaux et religieux; souligne la nécessité de prendre des mesures ciblées pour protéger ces défenseurs contre la persécution, la discrimination et la violence, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières de l'Union;

Or. en

Amendement 111
Rima Hassan

Proposition de résolution
Paragraphe 8

Proposition de résolution	*Amendement*
8. invite la Commission, les États membres et le Service européen pour l'action extérieure (SEAE) à traiter systématiquement la répression transnationale dans le cadre des dialogues sur les droits de l'homme avec les pays tiers et dans d'autres enceintes de coopération bilatérale et multilatérale, telles que le Conseil des droits de l'homme des Nations unies;	8. invite la Commission, les États membres et le Service européen pour l'action extérieure (SEAE) à traiter systématiquement la répression transnationale dans le cadre des dialogues sur les droits de l'homme avec les pays tiers et dans d'autres enceintes de coopération bilatérale et multilatérale, telles que le Conseil des droits de l'homme des Nations unies***, et à dénoncer publiquement les actes de répression transnationale, y compris ceux commis par leurs alliés, à enquêter sur ces actes et à chercher à en rendre compte***;

Or. en

Amendement 112
Jan-Christoph Oetjen, Petras Auštrevičius, Hilde Vautmans, Marie-Agnes Strack-Zimmermann, Urmas Paet, Lucia Yar

Proposition de résolution
Paragraphe 8

Proposition de résolution	*Amendement*
8. invite la Commission, les États membres et le Service européen pour l'action extérieure (SEAE) à traiter systématiquement la répression transnationale dans le cadre des dialogues sur les droits de l'homme avec les pays tiers ***et*** dans d'autres enceintes de coopération bilatérale et multilatérale, telles que le Conseil des droits de l'homme des Nations unies;	8. invite la Commission, les États membres et le Service européen pour l'action extérieure (SEAE) à traiter systématiquement la répression transnationale dans le cadre ***de tout accord de l'Union et*** des dialogues sur les droits de l'homme avec les pays tiers***, ainsi que*** dans d'autres enceintes de coopération bilatérale et multilatérale, telles que le Conseil des droits de l'homme des Nations unies;

Or. en

Amendement 113
Marjan Šarec, Irena Joveva

Proposition de résolution
Paragraphe 8 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	8 bis. invite la Commission à formuler une stratégie européenne harmonisant les réponses nationales et à élaborer des lignes directrices européennes communes pour la protection des défenseurs des droits de l'homme exposés au risque de répression transnationale qui s'appliquent aux autorités nationales compétentes;

Or. en

Amendement 114
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 8 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*

8 bis. alerte sur la nécessité urgente de remédier, tant au niveau national qu'au niveau européen, aux lacunes en matière de protection auxquelles font face les défenseurs des droits de l'homme lorsqu'ils sont ciblés par la répression transnationale;

Or. en

Amendement 115
Sebastian Tynkkynen

Proposition de résolution
Paragraphe 8 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	8 bis. demande que la menace de répression transnationale soit notamment examinée en rapport avec la coopération en matière de sécurité et de justice au sein de l'Union européenne;

Or. fi

Amendement 116
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 9

Proposition de résolution	*Amendement*
9. invite la Commission et le SEAE à ***réviser*** le plan d'action de l'UE en faveur des droits de l'homme et de la démocratie et les orientations de l'Union concernant les défenseurs des droits de l'homme afin d'y inclure la menace croissante que représente la répression transnationale contre les défenseurs des droits de l'homme, ainsi que des dispositions relatives à la protection et à la sécurité des	9. invite la Commission et le SEAE à ***mettre à jour*** le plan d'action de l'UE en faveur des droits de l'homme et de la démocratie et les orientations de l'Union concernant les défenseurs des droits de l'homme afin d'y inclure la menace croissante que représente la répression transnationale contre les défenseurs des droits de l'homme, ainsi que des dispositions relatives à la protection et à la

défenseurs des droits de l'homme et à un soutien financier en leur faveur;	sécurité des défenseurs des droits de l'homme ***résidant dans l'Union*** et à un soutien financier en leur faveur***, y compris une aide d'urgence, des mécanismes de relocalisation, ainsi que des outils et des formations pour mieux se protéger contre les menaces (numériques) et la surveillance illégale qui peut s'apparenter à une répression transnationale***; ***souligne la nécessité de disposer de flux de financement consacrés à la sécurité numérique, à l'assistance juridique et au soutien psychosocial des défenseurs des droits de l'homme qui sont victimes de la répression transnationale; considère qu'il est primordial que les politiques et les programmes de protection soient centrés sur les victimes, sensibles au genre, intersectionnels, inclusifs et non discriminatoires;***
	Or. en

Amendement 117
Rima Hassan

Proposition de résolution
Paragraphe 9

Proposition de résolution	*Amendement*
9. invite la Commission et le SEAE à réviser le plan d'action de l'UE en faveur des droits de l'homme et de la démocratie et les orientations de l'Union concernant les défenseurs des droits de l'homme afin d'y inclure la menace croissante que représente la répression transnationale contre les défenseurs des droits de l'homme, ainsi que des dispositions relatives à la protection et à la sécurité des défenseurs des droits de l'homme et à un soutien financier en leur faveur;	9. invite la Commission et le SEAE à réviser le plan d'action de l'UE en faveur des droits de l'homme et de la démocratie et les orientations de l'Union concernant les défenseurs des droits de l'homme afin d'y inclure la menace croissante que représente la répression transnationale contre les défenseurs des droits de l'homme, ainsi que des dispositions relatives à la protection et à la sécurité des défenseurs des droits de l'homme et à un soutien financier en leur faveur; ***exige que des mesures soient prises pour protéger les défenseurs des droits de l'homme de la répression transnationale, notamment en apportant un soutien juridique et politique***

à ceux qui risquent de subir des représailles en dehors de leur pays d'origine, et en veillant à ce que les mécanismes de coopération juridique internationale ne soient pas détournés pour les cibler;

Or. en

Amendement 118
Mariusz Kamiński
au nom du groupe ECR

Proposition de résolution
Paragraphe 9

Proposition de résolution	*Amendement*
9. invite la Commission et le ***SEAE*** à réviser le plan d'action de l'UE en faveur des droits de l'homme et de la démocratie et les orientations de l'Union concernant les défenseurs des droits de l'homme ***afin d'y inclure la menace croissante que représente*** la répression transnationale contre les défenseurs des droits de l'homme, ***ainsi que des*** dispositions relatives à ***la*** protection et à ***la*** sécurité ***des défenseurs des droits de l'homme*** et ***à un*** soutien financier ***en leur faveur***;	9. invite la Commission et le ***Service européen pour l'action extérieure (SEAE) à consulter les États membres et*** à réviser le plan d'action de l'UE en faveur des droits de l'homme et de la démocratie et les orientations de l'Union concernant les défenseurs des droits de l'homme, ***y compris*** la répression transnationale contre les défenseurs des droits de l'homme***; demande que les*** dispositions relatives à ***leur*** protection et à ***leur*** sécurité ***soient renforcées*** et ***que leurs activités bénéficient d'un*** soutien financier ***stable et accessible***;

Or. pl

Amendement 119
Marjan Šarec, Irena Joveva

Proposition de résolution
Paragraphe 9

Proposition de résolution	*Amendement*
9. invite la Commission et le SEAE à réviser le plan d'action de l'UE en faveur	9. invite la Commission et le SEAE à réviser le plan d'action de l'UE en faveur

des droits de l'homme et de la démocratie et les orientations de l'Union concernant les défenseurs des droits de l'homme afin d'y inclure la menace croissante que représente la répression transnationale contre les défenseurs des droits de l'homme, ainsi que des dispositions relatives à la protection et à la sécurité des défenseurs des droits de l'homme et à un soutien financier ***en leur faveur***;	des droits de l'homme et de la démocratie et les orientations de l'Union concernant les défenseurs des droits de l'homme afin d'y inclure la menace croissante que représente la répression transnationale contre les défenseurs des droits de l'homme, ainsi que des dispositions relatives à la protection et à la sécurité des défenseurs des droits de l'homme***; invite la Commission*** et ***les États membres*** à ***garantir*** un soutien financier ***aux défenseurs des droits de l'homme en mettant en place des mécanismes de financement souples, accessibles et durables***;

Or. en

Amendement 120
Tomasz Froelich

Proposition de résolution
Paragraphe 9

Proposition de résolution	*Amendement*
9. invite la Commission et le SEAE à réviser le plan d'action de l'UE en faveur des droits de l'homme et de la démocratie et les orientations de l'Union concernant les défenseurs des droits de l'homme afin d'y inclure la menace croissante que représente la répression transnationale contre les défenseurs des droits de l'homme, ainsi que des dispositions relatives à la protection et à la sécurité des défenseurs des droits de l'homme ***et à un soutien financier en leur faveur***;	9. invite la Commission et le SEAE à réviser le plan d'action de l'UE en faveur des droits de l'homme et de la démocratie et les orientations de l'Union concernant les défenseurs des droits de l'homme afin d'y inclure la menace croissante que représente la répression transnationale contre les défenseurs des droits de l'homme, ainsi que des dispositions relatives à la protection et à la sécurité des défenseurs des droits de l'homme;

Or. en

Amendement 121
Silvia Sardone, Roberto Vannacci, Susanna Ceccardi

Proposition de résolution

Paragraphe 9

Proposition de résolution	*Amendement*
9. invite la Commission et le SEAE à réviser le plan d'action de l'UE en faveur des droits de l'homme et de la démocratie et les orientations de l'Union concernant les défenseurs des droits de l'homme afin d'y inclure la menace croissante que représente la répression transnationale contre les défenseurs des droits de l'homme, ainsi que des dispositions relatives à la protection et à la sécurité des défenseurs des droits de l'homme ***et à un soutien financier en leur faveur***;	9. invite la Commission et le SEAE à réviser le plan d'action de l'UE en faveur des droits de l'homme et de la démocratie et les orientations de l'Union concernant les défenseurs des droits de l'homme afin d'y inclure la menace croissante que représente la répression transnationale contre les défenseurs des droits de l'homme, ainsi que des dispositions relatives à la protection et à la sécurité des défenseurs des droits de l'homme;

Or. en

Amendement 122
Jan-Christoph Oetjen, Petras Auštrevičius, Hilde Vautmans, Marie-Agnes Strack-Zimmermann, Urmas Paet, Lucia Yar

Proposition de résolution
Paragraphe 9

Proposition de résolution	*Amendement*
9. invite la Commission et le SEAE à réviser le plan d'action de l'UE en faveur des droits de l'homme et de la démocratie et les orientations de l'Union concernant les défenseurs des droits de l'homme afin d'y inclure la menace croissante que représente la répression transnationale contre les défenseurs des droits de l'homme, ainsi que des dispositions relatives à ***la*** protection et à ***la*** sécurité ***des défenseurs des droits de l'homme et à un soutien financier en leur faveur***;	9. invite la Commission et le SEAE à réviser le plan d'action de l'UE en faveur des droits de l'homme et de la démocratie et les orientations de l'Union concernant les défenseurs des droits de l'homme afin d'y inclure la menace croissante que représente la répression transnationale contre les défenseurs des droits de l'homme ***et les personnes ciblées***, ainsi que des dispositions relatives à ***leur*** protection et à ***leur*** sécurité;

Or. en

Amendement 123
Rima Hassan

Proposition de résolution
Paragraphe 9 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	9 bis. appelle à protéger de l'expulsion et de l'extradition les personnes qui ont contacté les autorités pour signaler des cas crédibles de répression transnationale, notamment en leur conseillant de demander l'asile ou d'autres formes de protection subsidiaire si elles ne l'ont pas encore fait;

Or. en

Amendement 124
Cristian Terheş

Proposition de résolution
Paragraphe 9 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	9 bis. souligne l'importance cruciale de la mise en place d'un mécanisme de réaction rapide coordonné entre les États membres pour faire face aux situations de menaces imminentes, réelles et vérifiées dans lesquelles les défenseurs des droits de l'homme se trouvent;

Or. en

Amendement 125
Rima Hassan

Proposition de résolution
Paragraphe 10

Proposition de résolution	*Amendement*
10. invite l'Union et ses États membres à ***mettre en œuvre le pacte de l'Union sur***	10. invite l'Union et ses États membres à ***renforcer les mécanismes de protection***

la migration et ***l'asile de manière à protéger les défenseurs des droits de l'homme qui tentent d'échapper à des*** pays ***tiers dotés de régimes autoritaires***;	***des réfugiés politiques et des défenseurs des droits de l'homme exposés à la répression transnationale, notamment en leur offrant un refuge sûr, des procédures d'asile équitables et une protection contre l'expulsion forcée et le harcèlement juridique; demande instamment d'être particulièrement attentif aux risques et aux craintes des communautés de réfugiés*** et ***de demandeurs d'asile***; ***recommande de faciliter le regroupement familial pour les demandeurs d'asile et les réfugiés, y compris ceux provenant de*** pays ***connus pour leur répression transnationale, en tenant compte du risque de représailles auquel les parents peuvent être confrontés***;

Or. en

Amendement 126
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 10

Proposition de résolution	*Amendement*
10. invite l'Union et ses États membres à mettre en œuvre le pacte de l'Union sur la migration et l'asile de manière à protéger les défenseurs des droits de l'homme qui tentent d'échapper à des pays tiers ***dotés de régimes autoritaires***;	10. invite l'Union et ses États membres à mettre en œuvre le pacte de l'Union sur la migration et l'asile de manière à protéger les défenseurs des droits de l'homme qui tentent d'échapper à des pays tiers ***et à traiter les cas de défenseurs des droits de l'homme avec une sensibilité accrue en refusant la réinstallation et l'expulsion vers des «pays tiers sûrs» désignés qui pourraient collaborer avec le pays d'origine, facilitant ainsi la répression transnationale;***

Or. en

Amendement 127

Mariusz Kamiński
au nom du groupe ECR

Proposition de résolution
Paragraphe 10

Proposition de résolution	*Amendement*
10. invite l'Union et ses États membres ***à mettre en œuvre le pacte de l'Union sur la migration et*** l'asile ***de manière à protéger*** les défenseurs des droits de l'homme qui tentent d'échapper à des pays tiers dotés de régimes autoritaires;	10. invite l'Union et ses États membres ***à respecter les obligations internationales relatives à*** l'asile ***pour*** les défenseurs des droits de l'homme qui tentent d'échapper à des pays tiers dotés de régimes autoritaires; ***souligne que le droit d'asile est un instrument fondamental pour la protection des personnes risquant d'être persécutées en raison de leurs actions en faveur des droits de l'homme;***

Or. pl

Amendement 128
Sebastian Tynkkynen

Proposition de résolution
Paragraphe 10

Proposition de résolution	*Amendement*
10***.*** invite l'Union et ses États membres à ***mettre en œuvre*** le pacte de l'Union sur la migration et l'asile ***de manière à protéger*** les défenseurs des droits de l'homme qui tentent d'échapper à des pays tiers dotés de régimes autoritaires;	10***.*** invite l'Union et ses États membres à ***réformer*** le pacte de l'Union sur la migration et l'asile ***afin de confier à des pays tiers l'examen de la demande d'asile et l'octroi d'une éventuelle protection; souligne que*** les défenseurs des droits de l'homme qui tentent d'échapper à des pays tiers dotés de régimes autoritaires***, dans lesquels leur sécurité est compromise, doivent être protégés***;

Or. fi

Amendement 129
Marjan Šarec, Irena Joveva

Proposition de résolution
Paragraphe 10

Proposition de résolution	*Amendement*
10. invite l'Union et ses États membres à mettre en œuvre le pacte de l'Union sur la migration et l'asile ***de manière*** à ***protéger*** les défenseurs des droits de l'homme qui tentent d'échapper à des pays tiers dotés de régimes autoritaires;	10. invite l'Union et ses États membres à mettre en œuvre le pacte de l'Union sur la migration et l'asile ***et*** à ***créer un mécanisme européen de réaction rapide qui protégera*** les défenseurs des droits de l'homme qui tentent d'échapper à des pays tiers dotés de régimes autoritaires***, grâce à des mécanismes de relocalisation d'urgence permettant d'accélérer le traitement des demandes d'asile***;

Or. en

Amendement 130
Merja Kyllönen, Jonas Sjöstedt

Proposition de résolution
Paragraphe 10

Proposition de résolution	*Amendement*
10. invite l'Union et ses États membres à mettre en œuvre le pacte de l'Union sur la migration et l'asile de manière à protéger les défenseurs des droits de l'homme qui tentent d'échapper à des pays tiers dotés de régimes autoritaires;	10. invite l'Union et ses États membres à mettre en œuvre le pacte de l'Union sur la migration et l'asile de manière à protéger les défenseurs des droits de l'homme qui tentent d'échapper à des pays tiers dotés de régimes autoritaires ***et de veiller à ce que les politiques et les programmes de protection soient centrés sur les victimes, sensibles au genre, intersectionnels, inclusifs et non discriminatoires***;

Or. en

Amendement 131
Silvia Sardone, Roberto Vannacci, Susanna Ceccardi

Proposition de résolution
Paragraphe 10

Proposition de résolution	*Amendement*
10. invite l'Union et ses États membres à ***mettre en œuvre le pacte de l'Union sur la migration et l'asile de manière à*** protéger les défenseurs des droits de l'homme ***qui tentent d'échapper à des pays tiers dotés de régimes autoritaires***;	10. invite l'Union et ses États membres à protéger les défenseurs des droits de l'homme;

Or. en

Amendement 132
Jan-Christoph Oetjen, Petras Auštrevičius, Hilde Vautmans, Marie-Agnes Strack-Zimmermann, Urmas Paet, Lucia Yar

Proposition de résolution
Paragraphe 10

Proposition de résolution	*Amendement*
10. invite ***l'Union et ses*** États membres à ***mettre en œuvre le pacte de l'Union sur la migration et l'asile de manière à protéger les défenseurs des droits de l'homme qui tentent d'échapper à des pays tiers dotés de régimes autoritaires***;	10. invite ***les*** États membres à ***délivrer rapidement des visas humanitaires, en cas d'urgence, aux personnes ciblées par la répression transnationale***;

Or. en

Amendement 133
Antonio López-Istúriz White, Adrián Vázquez Lázara, Sebastião Bugalho

Proposition de résolution
Paragraphe 10

Proposition de résolution	*Amendement*
10. invite l'Union et ses États membres à mettre en œuvre le pacte de l'Union sur la migration et l'asile de manière à protéger les défenseurs des droits de l'homme qui ***tentent d'échapper à*** des pays tiers dotés de régimes autoritaires;	10. invite l'Union et ses États membres à mettre en œuvre le pacte de l'Union sur la migration et l'asile de manière à protéger les défenseurs des droits de l'homme qui ***demandent l'asile pour fuir*** des pays tiers dotés de régimes autoritaires;

Or. en

Amendement 134
Cristian Terheş

Proposition de résolution
Paragraphe 10

Proposition de résolution	*Amendement*
10. invite l'Union et ses États membres à mettre en œuvre ***le pacte de l'Union sur la migration et l'asile*** de manière à protéger les défenseurs des droits de l'homme qui tentent d'échapper à des pays tiers dotés de régimes autoritaires;	10. invite l'Union et ses États membres à mettre en œuvre ***un mécanisme de protection rapide*** de manière à protéger les défenseurs des droits de l'homme qui tentent d'échapper à des pays tiers dotés de régimes autoritaires;

Or. en

Amendement 135
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 10 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	10 bis. dénonce les nouvelles procédures de filtrage et de contrôle aux frontières prévues par le pacte de l'Union sur la migration, qui prévoient la collecte et l'échange de données personnelles et biométriques de toutes les personnes entrant en Europe, y compris les défenseurs des droits de l'homme demandeurs d'asile, avec de multiples bases de données relatives aux fonctions de police et à l'immigration, y compris Interpol, facilitant ainsi la répression transnationale;

Or. en

Amendement 136

Antonio López-Istúriz White, Adrián Vázquez Lázara, Isabel Wiseler-Lima, Sebastião Bugalho

Proposition de résolution
Paragraphe 10 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	10 bis. demande instamment au SEAE d'aider les dissidents et les défenseurs des droits de l'homme qui sont victimes de la répression transnationale dans les pays tiers, au moyen de programmes spécifiques visant à leur permettre de poursuivre leur travail en exil tout en restant à l'abri des représailles et des agressions;

Or. en

Amendement 137
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 10 ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	10 ter. souligne que l'Union est un espace de protection pour les personnes qui fuient les persécutions ou les atteintes graves dans leur pays d'origine ou dans des pays tiers, notamment les défenseurs des droits de l'homme; rappelle que l'asile est un droit fondamental et une obligation internationale pour l'Union et les États membres en vertu de la Convention de Genève; rejette fermement les projets de la Commission européenne visant à créer une liste de «pays d'origine sûrs» et de «pays tiers sûrs», qui entraînera le refus de l'asile dans l'Union aux ressortissants de ces pays, dont beaucoup sont connus pour pratiquer systématiquement la répression transnationale, notamment l'Égypte, et qui, en levant leur statut de

protection, permettra et facilitera de manière directe la répression transnationale;

Or. en

Amendement 138
Antonio López-Istúriz White, Adrián Vázquez Lázara, Isabel Wiseler-Lima

Proposition de résolution
Paragraphe 10 ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	10 ter. invite la Commission européenne à mettre en place un mécanisme de collecte et de documentation des incidents de répression transnationale, à coordonner les réponses politiques et la coopération entre les institutions de l'Union pour faire face à la répression transnationale, et à faciliter l'échange d'informations sur ce phénomène au sein des institutions compétentes de l'Union, ainsi qu'avec les États membres; estime que ce mécanisme devrait être accessible à la société civile, afin que sa contribution soit dûment enregistrée;

Or. en

Amendement 139
Antonio López-Istúriz White, Adrián Vázquez Lázara, Isabel Wiseler-Lima, Sebastião Bugalho

Proposition de résolution
Paragraphe 10 quater (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	10 quater. invite la Commission européenne à maintenir et à étendre le soutien financier de l'Union aux défenseurs des droits de l'homme et aux organisations de la société civile qui

opèrent dans des conditions extrêmement précaires, par exemple en exil ou dans des pays autoritaires; considère que ces acteurs sont particulièrement susceptibles d'être victimes de la répression transnationale perpétrée par ces États autoritaires;

Or. en

Amendement 140
Silvia Sardone, Roberto Vannacci, Susanna Ceccardi

Proposition de résolution
Paragraphe 11

Proposition de résolution	*Amendement*
11. invite les États membres à tirer le meilleur parti de leurs politiques nationales et de leur flexibilité pour formuler une politique des visas plus cohérente, coordonnée et prévisible pour les défenseurs des droits de l'homme ciblés par la répression transnationale;	***supprimé***

Or. en

Amendement 141
Antonio López-Istúriz White, Adrián Vázquez Lázara, Sebastião Bugalho

Proposition de résolution
Paragraphe 11

Proposition de résolution	*Amendement*
11. invite les États membres à tirer le meilleur parti de leurs politiques nationales et de leur flexibilité pour formuler une politique des visas plus cohérente, coordonnée et prévisible pour les défenseurs des droits de l'homme ciblés par la répression transnationale;	***supprimé***

Or. en

Amendement 142
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 11

Proposition de résolution	*Amendement*
11. invite les États membres à tirer le meilleur parti de leurs politiques nationales et de leur flexibilité pour formuler une politique des visas plus cohérente, coordonnée et prévisible pour les défenseurs des droits de l'homme ciblés par la répression transnationale;	11. invite les États membres à tirer le meilleur parti de leurs politiques nationales et de leur flexibilité pour formuler une politique des visas plus cohérente, coordonnée et prévisible pour les défenseurs des droits de l'homme ciblés par la répression transnationale***, conformément aux dispositions relatives aux défenseurs des droits de l'homme dans le manuel de politique des visas de l'Union***; ***considère qu'un statut juridique sûr diminue les possibilités de répression transnationale pour les défenseurs des droits de l'homme; estime que ces mesures devraient être harmonisées dans les États membres de l'Union afin de garantir une protection complète dans l'ensemble de l'Union;***

Or. en

Amendement 143
Rima Hassan

Proposition de résolution
Paragraphe 11

Proposition de résolution	*Amendement*
11. invite les États membres à tirer le meilleur parti de leurs politiques nationales et de leur flexibilité pour formuler une politique des visas plus cohérente, coordonnée et prévisible pour les défenseurs des droits de l'homme ciblés par la répression transnationale;	11. invite les États membres à tirer le meilleur parti de leurs politiques nationales et de leur flexibilité pour formuler une politique des visas plus cohérente, coordonnée et prévisible pour les défenseurs des droits de l'homme ciblés par la répression transnationale; ***demande***

instamment de prendre toutes les mesures législatives, administratives et techniques nécessaires, ainsi que d'autres mesures axées sur les victimes, pour lutter contre la répression transnationale, notamment en adoptant des cadres juridiques et des politiques respectueux des droits de l'homme;

Or. en

Amendement 144
Chloé Ridel, Marco Tarquinio, Ana Catarina Mendes, Marta Temido, Robert Biedroń, Thijs Reuten

Proposition de résolution
Paragraphe 11

Proposition de résolution	*Amendement*
11. invite les États membres à tirer le meilleur parti de leurs politiques nationales et de leur flexibilité pour formuler une politique des visas plus cohérente, coordonnée et prévisible pour les défenseurs des droits de l'homme ciblés par la répression transnationale;	11. invite les États membres à tirer le meilleur parti de leurs politiques nationales et de leur flexibilité pour formuler une politique des visas plus cohérente, coordonnée et prévisible pour les défenseurs des droits de l'homme ciblés par la répression transnationale; ***rappelle que le manuel révisé du code des visas de l'Union comprend des lignes directrices à l'intention des États membres et des bonnes pratiques sur la manière de traiter les demandes de visa déposées par les défenseurs des droits de l'homme;***

Or. en

Amendement 145
Marjan Šarec, Irena Joveva

Proposition de résolution
Paragraphe 11

Proposition de résolution	*Amendement*
11. invite les États membres à tirer le	11. invite les États membres à tirer le

meilleur parti de leurs politiques nationales et de leur flexibilité pour formuler une politique des visas plus cohérente, coordonnée et prévisible pour les défenseurs des droits de l'homme ciblés par la répression transnationale;	meilleur parti de leurs politiques nationales et de leur flexibilité pour formuler une politique des visas plus cohérente, coordonnée et prévisible pour les défenseurs des droits de l'homme ciblés par la répression transnationale***, ainsi qu'un soutien au regroupement familial conformément aux normes de l'Union en matière de droits fondamentaux***;

Or. en

Amendement 146
Jan-Christoph Oetjen, Petras Auštrevičius, Hilde Vautmans, Marie-Agnes Strack-Zimmermann, Urmas Paet, Lucia Yar

Proposition de résolution
Paragraphe 11

Proposition de résolution	*Amendement*
11. invite les États membres à tirer le meilleur parti de leurs politiques nationales et de leur flexibilité pour formuler une politique des visas plus cohérente, coordonnée et prévisible pour les ***défenseurs des droits de l'homme ciblés*** par la répression transnationale;	11. invite les États membres à tirer le meilleur parti de leurs politiques nationales et de leur flexibilité pour formuler une politique des visas plus cohérente, coordonnée et prévisible pour les ***personnes ciblées*** par la répression transnationale;

Or. en

Amendement 147
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 11 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	11 bis. demande la création d'une plateforme de coordination au niveau de l'Union concernant les visas pour les défenseurs des droits de l'homme, chargée d'harmoniser les procédures, de

garantir des capacités de réaction rapide, de partager les bonnes pratiques et d'impliquer activement les acteurs de la société civile;

Or. en

Amendement 148
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 11 ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	11 ter. encourage la mise en place de filières de visas ouvertes, flexibles et spécifiques pour les défenseurs des droits de l'homme, avec des procédures simplifiées, des exigences minimales en matière de documentation et la possibilité de passer à un statut de protection ou de résidence à plus long terme;

Or. en

Amendement 149
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 11 quater (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	11 quater. invite la Commission à contrôler et à rendre publics le nombre, les critères et les délais de traitement des visas accordés aux défenseurs des droits de l'homme dans les États membres, dans le but d'accroître la transparence, la responsabilité et la cohérence des politiques de l'Union en matière de protection des défenseurs des droits de

l'homme;

Or. en

Amendement 150
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 11 quinquies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	11 quinquies. se déclare préoccupé par le rôle joué par les ambassades des États impliqués dans la répression transnationale; souligne le risque accru que courent les défenseurs des droits de l'homme ayant besoin de services consulaires lorsqu'ils sont contraints de s'adresser à ces ambassades; invite les États membres à accroître la pression sur les ambassades situées sur leur territoire afin qu'elles ne recourent pas à leurs antennes diplomatiques pour tenter de faire taire les dissidents à l'étranger, conformément à la Convention de Vienne sur les relations consulaires;

Or. en

Amendement 151
Mariusz Kamiński
au nom du groupe ECR

Proposition de résolution
Paragraphe 12

Proposition de résolution	*Amendement*
12. invite le SEAE et les États membres à coordonner leurs efforts ***et à mettre en place des mécanismes d'information, de données, de suivi et de signalement*** afin ***d'améliorer la***	12. invite le SEAE et les États membres à coordonner leurs efforts ***, en coopération avec les institutions compétentes telles qu'Europol,*** afin ***de mettre en place des mécanismes efficaces***

documentation des cas de répression transnationale sur leur territoire***, et à instaurer des*** points de contact pour les défenseurs des droits de l'homme dans les délégations de l'Union;

de collecte d'informations, d'échange de données et de suivi pour mieux documenter et contrer les cas de répression transnationale ***qui se produisent*** sur leur territoire ***et lutter le plus efficacement possible contre ce phénomène; demande en outre la création de*** points de contact pour les défenseurs des droits de l'homme dans les délégations de l'Union, ***qui pourraient constituer des canaux sûrs de communication, d'information et de soutien dans les pays où la répression est particulièrement forte et où les régimes autoritaires font peser des menaces imminentes***;

Or. pl

Amendement 152
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 12

Proposition de résolution	*Amendement*
12. invite le SEAE et les États membres à coordonner leurs efforts et à mettre en place des mécanismes d'information, de données, de suivi et de signalement afin d'améliorer la documentation des cas de répression transnationale sur leur territoire, et à instaurer des points de contact pour les défenseurs des droits de l'homme dans les délégations de l'Union;	12. invite le SEAE et les États membres à coordonner leurs efforts et à mettre en place des mécanismes d'information, de données, de suivi et de signalement afin d'améliorer la documentation des cas de répression transnationale sur leur territoire, et à instaurer des points de contact pour les défenseurs des droits de l'homme dans les délégations de l'Union ***qui sont en contact direct avec les points de contact nationaux mentionnés au paragraphe 14 et qui sont chargés d'évoquer ces cas avec les autorités de la capitale concernée***;

Or. en

Amendement 153

Jan-Christoph Oetjen, Petras Auštrevičius, Hilde Vautmans, Marie-Agnes Strack-Zimmermann, Urmas Paet, Lucia Yar

Proposition de résolution
Paragraphe 12

Proposition de résolution	*Amendement*
12. invite le SEAE et les États membres à coordonner leurs efforts et à mettre en place des mécanismes d'information***, de données, de suivi*** et de signalement afin d'améliorer la documentation des cas de répression transnationale sur leur territoire***,*** et à instaurer des points de contact pour les ***défenseurs des droits de l'homme*** dans les délégations de l'Union;	12. invite le SEAE et les États membres à coordonner leurs efforts et à mettre en place des mécanismes d'information et de signalement ***accessibles*** afin d'améliorer la documentation des cas de répression transnationale sur leur territoire et ***de faciliter les enquêtes le cas échéant; invite le SEAE*** à instaurer des points de contact pour les ***personnes ciblées*** dans les délégations de l'Union; ***invite les États membres à mettre en place un point de contact au sein de l'administration;***

Or. en

Amendement 154
Chloé Ridel, Marco Tarquinio, Ana Catarina Mendes, Marta Temido, Robert Biedroń, Thijs Reuten

Proposition de résolution
Paragraphe 12

Proposition de résolution	*Amendement*
12. invite le SEAE et les États membres à coordonner leurs efforts et à mettre en place des mécanismes d'information, de données, de suivi et de signalement afin d'améliorer la documentation des cas de répression transnationale sur leur territoire, et à ***instaurer*** des points de contact pour les défenseurs des droits de l'homme dans les délégations de l'Union;	12. invite le SEAE et les États membres à coordonner leurs efforts et à mettre en place des mécanismes d'information, de données, de suivi et de signalement afin d'améliorer la documentation des cas de répression transnationale sur leur territoire, et à ***renforcer le réseau*** des points de contact pour les défenseurs des droits de l'homme dans les délégations de l'Union;

Or. en

Amendement 155
Mariusz Kamiński
au nom du groupe ECR

Proposition de résolution
Paragraphe 13

Proposition de résolution	*Amendement*
13. invite la Commission à mettre en place un mécanisme centralisé d'enregistrement, de suivi et d'évaluation des incidents de répression transnationale contre les défenseurs des droits de l'homme dans l'Union, qui contribuera à recenser les lacunes dans les politiques de l'Union et à formuler des réponses stratégiques adéquates;	***supprimé***

Or. pl

Amendement 156
Alexander Sell

Proposition de résolution
Paragraphe 13

Proposition de résolution	*Amendement*
13. invite la Commission à ***mettre en place un mécanisme centralisé d'enregistrement, de suivi et d'évaluation des*** incidents de répression transnationale contre les défenseurs des droits de l'homme ***dans l'Union***, ***qui contribuera à recenser les lacunes dans les politiques de l'Union et à formuler des réponses stratégiques adéquates***;	13. invite la Commission à ***coopérer avec le rapporteur spécial des Nations unies sur les défenseurs des droits de l'homme pour partager les données sur les*** incidents de répression transnationale contre les défenseurs des droits de l'homme, ***au lieu de créer une nouvelle base de données de l'Union qui ferait double emploi avec les systèmes existants et nécessiterait des ressources budgétaires supplémentaires***;

Or. en

Amendement 157
Hannah Neumann

au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 13

Proposition de résolution	*Amendement*
13. invite la Commission à mettre en place un mécanisme centralisé d'enregistrement, de suivi et d'évaluation des incidents de répression transnationale contre les défenseurs des droits de l'homme dans l'Union, qui contribuera à recenser les lacunes dans les politiques de l'Union et à formuler des réponses stratégiques adéquates;	13. invite la Commission à mettre en place un mécanisme centralisé ***d'identification,*** d'enregistrement, de suivi et d'évaluation des incidents de répression transnationale contre les défenseurs des droits de l'homme dans l'Union, qui contribuera à recenser les lacunes dans les politiques de l'Union et à formuler des réponses stratégiques adéquates;

Or. en

Amendement 158
Antonio López-Istúriz White, Adrián Vázquez Lázara, Isabel Wiseler-Lima, Sebastião Bugalho

Proposition de résolution
Paragraphe 13

Proposition de résolution	*Amendement*
13. invite la Commission à mettre en place un mécanisme centralisé d'enregistrement, de suivi et d'évaluation des incidents de répression transnationale contre les défenseurs des droits de l'homme dans l'Union, qui contribuera à recenser les lacunes dans les politiques de l'Union et à formuler des réponses stratégiques adéquates;	13. invite la Commission à mettre en place un mécanisme centralisé ***d'identification,*** d'enregistrement, de suivi et d'évaluation des incidents de répression transnationale contre les défenseurs des droits de l'homme dans l'Union, qui contribuera à recenser les lacunes dans les politiques de l'Union et à formuler des réponses stratégiques adéquates;

Or. en

Amendement 159
Jan-Christoph Oetjen, Petras Auštrevičius, Hilde Vautmans, Marie-Agnes Strack-Zimmermann, Urmas Paet, Lucia Yar

Proposition de résolution

Paragraphe 13

Proposition de résolution	*Amendement*
13. invite la Commission à mettre en place un mécanisme centralisé ***d'enregistrement***, de suivi et d'évaluation des incidents de répression transnationale ***contre les défenseurs des droits de l'homme*** dans l'Union, qui contribuera à recenser les lacunes dans les politiques de l'Union et à formuler des réponses stratégiques adéquates;	13. invite la Commission à mettre en place un mécanisme ***cartographié*** centralisé ***d'identification***, de suivi et d'évaluation des incidents de répression transnationale dans l'Union, qui contribuera à recenser les lacunes dans les politiques de l'Union et à formuler des réponses stratégiques adéquates;

Or. en

Amendement 160
Silvia Sardone, Roberto Vannacci, Susanna Ceccardi

Proposition de résolution
Paragraphe 14

Proposition de résolution	*Amendement*
14. invite les États membres à codifier la répression transnationale dans leur législation nationale, dans le but d'aider les institutions gouvernementales à l'identifier et à la prévenir;	***supprimé***

Or. en

Amendement 161
Chloé Ridel, Marco Tarquinio, Ana Catarina Mendes, Marta Temido, Robert Biedroń, Thijs Reuten

Proposition de résolution
Paragraphe 14

Proposition de résolution	*Amendement*
14. invite les États membres à codifier la répression transnationale dans leur législation nationale, dans le but d'aider les institutions gouvernementales à l'identifier	14. invite les États membres à codifier la répression transnationale dans leur législation nationale, dans le but d'aider les institutions gouvernementales à l'identifier

et à la prévenir;	et à la prévenir; ***demande la mise en place de points de contact nationaux pour les victimes potentielles et réelles de la répression transnationale;***

Or. en

Amendement 162
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 14

Proposition de résolution	*Amendement*
14. invite les États membres à codifier la répression transnationale dans leur législation nationale, dans le but d'aider les institutions gouvernementales à l'identifier et à la prévenir;	14. invite les États membres à codifier la répression transnationale dans leur législation nationale, dans le but d'aider les institutions gouvernementales à l'identifier et à la prévenir***, et à établir des points de contact ou un ensemble d'instruments expliquant où les défenseurs des droits de l'homme peuvent signaler des cas de répression transnationale***;

Or. en

Amendement 163
Tomasz Froelich

Proposition de résolution
Paragraphe 14

Proposition de résolution	*Amendement*
14. ***invite les États membres*** à codifier la répression transnationale dans ***leur*** législation nationale***, dans le but d'aider les institutions gouvernementales à l'identifier et à la prévenir***;	14. ***est d'avis que les propositions visant*** à codifier la répression transnationale dans ***la*** législation nationale ***ne reconnaissent pas que la répression transnationale est différente des autres crimes; souligne que la lutte contre la répression transnationale nécessite des réponses allant au-delà du système de justice pénale***;

Or. en

Amendement 164
Jan-Christoph Oetjen, Petras Auštrevičius, Hilde Vautmans, Marie-Agnes Strack-Zimmermann, Urmas Paet, Lucia Yar

Proposition de résolution
Paragraphe 14

Proposition de résolution	*Amendement*
14. invite les États membres à codifier la répression transnationale dans leur législation nationale, dans le but ***d'aider*** les institutions gouvernementales ***à*** l'identifier et ***à*** la prévenir;	14. invite les États membres à codifier la répression transnationale dans leur législation nationale, dans le but ***de soutenir*** les institutions gouvernementales ***afin de*** l'identifier et ***de*** la prévenir;

Or. en

Amendement 165
Sebastian Tynkkynen

Proposition de résolution
Paragraphe 15

Proposition de résolution	*Amendement*
15. invite les États membres ***et*** Europol à dispenser des formations sur la sensibilisation à la répression transnationale aux agences gouvernementales compétentes et aux prestataires de services extérieurs et à leur personnel, en particulier aux agents chargés de la cybersécurité, aux agents des services répressifs et de contrôle de l'immigration et aux agents chargés de traiter les demandes de visa et d'examiner les demandes d'extradition et d'autres formes de coopération juridique avec des pays tiers;	15. invite les États membres***,*** Europol ***et l'Agence pour la formation des services répressifs (CEPOL)*** à dispenser des formations sur la sensibilisation à la répression transnationale aux agences gouvernementales compétentes et aux prestataires de services extérieurs et à leur personnel, en particulier aux agents chargés de la cybersécurité, aux agents des services répressifs et de contrôle de l'immigration et aux agents chargés de traiter les demandes de visa et d'examiner les demandes d'extradition et d'autres formes de coopération juridique avec des pays tiers;

Or. fi

Amendement 166
Jan-Christoph Oetjen, Petras Auštrevičius, Hilde Vautmans, Marie-Agnes Strack-Zimmermann, Urmas Paet, Lucia Yar

Proposition de résolution
Paragraphe 15

Proposition de résolution	*Amendement*
15. invite les États membres et Europol à dispenser des formations sur la sensibilisation à la répression transnationale aux agences gouvernementales compétentes et aux prestataires de services extérieurs et à leur personnel, en particulier aux agents chargés de la cybersécurité, aux agents des services répressifs et de contrôle de l'immigration et aux agents chargés de traiter les demandes de visa et d'examiner les demandes d'extradition et d'autres formes de coopération juridique avec des pays tiers;	15. invite les États membres et Europol à dispenser des formations sur la sensibilisation à la répression transnationale ***et les contre-stratégies*** aux agences gouvernementales compétentes et aux prestataires de services extérieurs et à leur personnel, en particulier aux agents chargés de la cybersécurité, aux agents des services répressifs et de contrôle de l'immigration et aux agents chargés de traiter les demandes de visa et d'examiner les demandes d'extradition et d'autres formes de coopération juridique avec des pays tiers;

Or. en

Amendement 167
Marjan Šarec, Irena Joveva

Proposition de résolution
Paragraphe 15 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	15 bis. invite les États membres à intégrer des protocoles spécifiques d'évaluation des risques lorsqu'ils traitent des demandes d'extradition, des demandes de visa ou des plaintes impliquant des défenseurs des droits de l'homme, en accordant une attention particulière à la surveillance numérique, aux risques de représailles et à l'utilisation abusive des mécanismes juridiques;

Or. en

Amendement 168
Chloé Ridel, Marco Tarquinio, Ana Catarina Mendes, Marta Temido, Robert Biedroń, Thijs Reuten

Proposition de résolution
Paragraphe 16

Proposition de résolution	*Amendement*
16. invite l'Union et ses États membres à lutter contre les formes numériques de répression transnationale;	16. invite l'Union et ses États membres à ***reconnaître, prévenir et*** lutter contre les formes numériques de la répression transnationale ***et à veiller à ce que les défenseurs des droits de l'homme soient protégés contre le harcèlement, l'intimidation et la censure en ligne, indépendamment de l'origine du fournisseur de services, de l'emplacement de l'infrastructure numérique ou des outils utilisés***;

Or. en

Amendement 169
Cristian Terheş

Proposition de résolution
Paragraphe 16

Proposition de résolution	*Amendement*
16. invite l'Union et ses États membres à lutter contre les formes numériques de répression transnationale;	16. invite l'Union et ses États membres à lutter contre ***les campagnes de désinformation visant les défenseurs des droits de l'homme ainsi que contre*** les formes numériques de répression transnationale;

Or. en

Amendement 170

Rima Hassan

Proposition de résolution
Paragraphe 17

Proposition de résolution	*Amendement*
17. ***demande aux États membres d'appliquer une surveillance stricte des*** logiciels espions ***et des marchés et opérations*** de surveillance***, et de révoquer, le cas échéant, les licences d'exportation pour les logiciels espions***;	17. ***considère que la répression transnationale comprend la fourniture de*** logiciels espions ***tels que Pegasus, de technologies*** de surveillance ***et d'armes à des pays tiers lorsqu'il existe un risque prévisible que ces outils soient utilisés pour réduire au silence ou punir les défenseurs des droits de l'homme ou les dissidents; appelle l'Union et ses États membres à mettre en œuvre une interdiction de la vente, de l'exportation, du transfert et de l'utilisation des technologies de surveillance pour les États tiers où elles pourraient être utilisées pour réduire au silence l'opposition et les organisations de la société civile***;

Or. en

Amendement 171
Chloé Ridel, Marco Tarquinio, Ana Catarina Mendes, Marta Temido, Robert Biedroń, Thijs Reuten

Proposition de résolution
Paragraphe 17

Proposition de résolution	*Amendement*
17. demande aux États membres d'appliquer une surveillance stricte des logiciels espions et des marchés et opérations de surveillance, et de révoquer, le cas échéant, les licences d'exportation pour les logiciels espions;	17. demande aux États membres d'appliquer une surveillance stricte des logiciels espions et des marchés et opérations de surveillance, et de révoquer, le cas échéant, les licences d'exportation pour les logiciels espions; ***rappelle les lignes directrices de la Commission de 2024 sur l'exportation de biens de cybersurveillance, qui visent à sensibiliser aux risques liés à l'utilisation abusive des technologies de cybersurveillance et à***

fournir aux exportateurs des outils pratiques pour évaluer les droits de l'homme;

Or. en

Amendement 172
Marjan Šarec, Irena Joveva

Proposition de résolution
Paragraphe 17

Proposition de résolution	*Amendement*
17. demande aux États membres d'appliquer une surveillance stricte des logiciels espions et des marchés et opérations de surveillance, et de révoquer, le cas échéant, les licences d'exportation pour les logiciels espions;	17. demande aux États membres d'appliquer une surveillance stricte des logiciels espions et des marchés et opérations de surveillance, ***notamment en introduisant une obligation de vigilance raisonnable en matière de droits de l'homme pour tous les exportateurs de technologies basés dans l'Union***, et de révoquer, le cas échéant, les licences d'exportation pour les logiciels espions ***vers les pays ayant des pratiques de répressions transnationales avérées***;

Or. en

Amendement 173
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 17

Proposition de résolution	*Amendement*
17. demande aux États membres d'appliquer une surveillance stricte des logiciels espions et des marchés et opérations de surveillance, ***et*** de révoquer, le cas échéant, les licences d'exportation pour les logiciels espions;	17. demande aux États membres d'appliquer une surveillance stricte des logiciels espions et des marchés et opérations de surveillance, ***d'instaurer un moratoire sur l'exportation d'outils de logiciels espions de surveillance et de protéger le chiffrement de bout en bout,***

de révoquer, le cas échéant, les licences d'exportation pour les logiciels espions;

Or. en

Amendement 174
Jan-Christoph Oetjen, Petras Auštrevičius, Hilde Vautmans, Marie-Agnes Strack-Zimmermann, Urmas Paet, Lucia Yar

Proposition de résolution
Paragraphe 17

Proposition de résolution	*Amendement*
17. demande aux États membres d'appliquer une surveillance stricte des logiciels espions et des marchés et opérations de surveillance, et de révoquer, ***le cas échéant***, les licences d'exportation pour les logiciels espions;	17. demande aux États membres d'appliquer une surveillance stricte des logiciels espions et des marchés et opérations de surveillance, et de révoquer, ***lorsqu'elles sont utilisées pour violer les droits de l'homme***, les licences d'exportation pour les logiciels espions;

Or. en

Amendement 175
Merja Kyllönen, Jonas Sjöstedt

Proposition de résolution
Paragraphe 18

Proposition de résolution	*Amendement*
18. invite la Commission à faire appliquer la législation sur les services numériques et à veiller à ce que les plateformes de médias sociaux respectent les obligations en matière de droits de l'homme et traitent le problème de la répression transnationale;	18. invite la Commission à faire appliquer la législation sur les services numériques et à veiller à ce que les plateformes de médias sociaux respectent les obligations en matière de droits de l'homme et traitent le problème de la répression transnationale; ***souligne qu'il incombe aux entreprises technologiques de faire preuve d'une vigilance appropriée en matière de droits de l'homme et de genre dans le cadre de leurs activités et des produits qu'elles lancent, afin de réduire au minimum les risques en***

matière de protection, conformément aux principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme;

Or. en

Amendement 176
Tomasz Froelich

Proposition de résolution
Paragraphe 18

Proposition de résolution	*Amendement*
18. ***invite la Commission à faire appliquer*** la législation sur les services numériques ***et à veiller à ce que les plateformes de médias sociaux respectent les obligations en matière de droits de l'homme et traitent le problème de la répression transnationale***;	18. ***souligne que la liberté d'expression est la pierre angulaire d'une société démocratique; craint que*** la législation sur les services numériques ***ne permette de réduire au silence les opinions en ligne qui ne sont pas appréciées par les personnes au pouvoir***;

Or. en

Amendement 177
Mariusz Kamiński
au nom du groupe ECR

Proposition de résolution
Paragraphe 18

Proposition de résolution	*Amendement*
18. invite la Commission à faire appliquer la législation sur les services numériques ***et à veiller à ce que*** les plateformes de médias sociaux ***respectent les*** obligations en matière de droits de l'homme et ***traitent le*** problème de la répression transnationale;	18. invite la Commission à faire appliquer la législation sur les services numériques ***en ce qui concerne le respect par*** les plateformes de médias sociaux ***des*** obligations en matière de droits de l'homme et ***leur traitement du*** problème de la répression transnationale;

Or. pl

Amendement 178
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 18 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	18 bis. souligne qu'il incombe aux entreprises technologiques de recenser et de traiter les risques en matière de droits de l'homme associés à leurs produits, conformément à la directive sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité et aux principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme;

Or. en

Amendement 179
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 18 ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	18 ter. demande une plus grande transparence sur la manière dont les entreprises technologiques répondent aux demandes des gouvernements visant à supprimer des contenus ou à accéder à des informations relatives aux utilisateurs;

Or. en

Amendement 180
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution

Paragraphe 18 quater (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	18 quater. invite les États membres à mettre en place des mécanismes de signalement facilement accessibles et sûrs, conçus pour respecter et protéger la vie privée des utilisateurs, afin que les défenseurs des droits de l'homme vivant en exil ou dans la diaspora puissent faire part de leurs préoccupations concernant la répression numérique transnationale aux organismes gouvernementaux compétents; souligne la nécessité de reconnaître la problématique spécifique que représente la répression numérique transnationale fondée sur le genre et les conséquences particulières générées par ce type de répression sur les défenseuses des droits de l'homme;

Or. en

Amendement 181
Mariusz Kamiński
au nom du groupe ECR

Proposition de résolution
Paragraphe 19

Proposition de résolution	*Amendement*
19. demande à l'Union de tenir les États et les régimes qui se livrent à la répression transnationale responsables de violations des droits de l'homme au titre du pacte international relatif aux droits civils et politiques et de la convention européenne des droits de l'homme;	19. demande à l'Union ***de mettre fin au sentiment d'impunité et*** de tenir les États et les régimes qui se livrent à la répression transnationale responsables de violations des droits de l'homme au titre du pacte international relatif aux droits civils et politiques et de la convention européenne des droits de l'homme***, et à prendre des mesures décisives pour les isoler sur le plan diplomatique***; ***demande qu'il soit envisagé de suspendre les accords bilatéraux, de limiter la coopération internationale, de soutenir la poursuite de ces violations devant les juridictions***

internationales compétentes et de renforcer les mécanismes de responsabilité au sein des systèmes des Nations unies et du Conseil de l'Europe;

Or. pl

Amendement 182
Jan-Christoph Oetjen, Petras Auštrevičius, Hilde Vautmans, Marie-Agnes Strack-Zimmermann, Lucia Yar

Proposition de résolution
Paragraphe 19

Proposition de résolution	*Amendement*
19. demande à l'Union de tenir les États et les régimes qui se livrent à la répression transnationale responsables de violations des droits de l'homme au titre du pacte international relatif aux droits civils et politiques et de la convention européenne des droits de l'homme;	19. demande à l'Union de tenir les États et les régimes qui se livrent à la répression transnationale responsables de violations des droits de l'homme au titre du pacte international relatif aux droits civils et politiques et de la convention européenne des droits de l'homme***, en particulier la Chine, la Turquie, le Tadjikistan, la Russie, l'Égypte, le Cambodge, le Turkménistan, l'Iran, l'Ouzbékistan et la Biélorussie, et d'envisager l'application de sanctions à l'encontre de ces États***; ***dénonce le fait que la répression transnationale se produit également sur le sol des États membres de l'Union et avec la complicité de certains États membres; note que la répression transnationale est rendue possible par la collaboration entre les gouvernements;***

Or. en

Amendement 183
Marjan Šarec, Irena Joveva

Proposition de résolution
Paragraphe 19

Proposition de résolution	*Amendement*
19. demande à l'Union de tenir les États et les régimes qui se livrent à la répression transnationale responsables de violations des droits de l'homme au titre du pacte international relatif aux droits civils et politiques et de la convention européenne des droits de l'homme;	19. demande à l'Union de tenir les États et les régimes qui se livrent à la répression transnationale responsables de violations des droits de l'homme au titre du pacte international relatif aux droits civils et politiques et de la convention européenne des droits de l'homme; ***prie instamment l'Union d'aider les victimes de la répression transnationale à obtenir réparation par l'intermédiaire d'une procédure stratégique devant la Cour européenne des droits de l'homme; appelle à l'élaboration d'une liste de sanctions de l'Union ciblant les auteurs d'actes contre les défenseurs des droits de l'homme;***

Or. en

Amendement 184
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 19

Proposition de résolution	*Amendement*
19. demande à l'Union de tenir les États et les régimes qui se livrent à la répression transnationale responsables de violations des droits de l'homme au titre du pacte international relatif aux droits civils et politiques et de la convention européenne des droits de l'homme;	19. demande à l'Union de tenir les États et les régimes qui se livrent à la répression transnationale responsables de violations des droits de l'homme au titre du pacte international relatif aux droits civils et politiques***, de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, de la Convention relative au statut des réfugiés*** et de la convention européenne des droits de l'homme;

Or. en

Amendement 185

Antonio López-Istúriz White, Adrián Vázquez Lázara, Isabel Wiseler-Lima, Sebastião Bugalho

Proposition de résolution
Paragraphe 19

Proposition de résolution	*Amendement*
19. demande à l'Union de tenir les États et les régimes qui se livrent à la répression transnationale responsables de violations des droits de l'homme au titre du pacte international relatif aux droits civils et politiques et de la convention européenne des droits de l'homme;	19. demande à l'Union de tenir les États et les régimes qui se livrent à la répression transnationale responsables de violations des droits de l'homme au titre du pacte international relatif aux droits civils et politiques***, de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants*** et de la convention européenne des droits de l'homme;

Or. en

Amendement 186
Chloé Ridel, Marco Tarquinio, Ana Catarina Mendes, Marta Temido, Robert Biedroń, Thijs Reuten

Proposition de résolution
Paragraphe 19 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	19 bis. invite l'Union européenne et ses États membres à veiller à ce que les acteurs privés, en particulier dans le secteur technologique, soient tenus pour responsables du rôle qu'ils jouent dans le développement de la répression transnationale numérique; demande instamment l'application d'obligations de diligence en matière de droits de l'homme pour les entreprises offrant des services d'hébergement, de communication, de surveillance et de distribution de contenu, y compris des exigences visant à identifier, atténuer et prévenir l'utilisation abusive de leurs plateformes ou infrastructures pour cibler les défenseurs des droits de l'homme; demande en outre

	la publication de rapports de transparence et la mise en place de mécanismes de réclamation efficaces accessibles aux défenseurs des droits de l'homme et aux autres personnes en danger;

Or. en

Amendement 187
Alexander Sell

Proposition de résolution
Paragraphe 20

Proposition de résolution	*Amendement*
20. prie l'Union d'augmenter le financement de ProtectDefenders.eu, d'élargir son mandat aux défenseurs des droits de l'homme exposés à un risque de répression transnationale dans l'Union et d'augmenter le financement des organisations de la société civile actives dans la protection des défenseurs des droits de l'homme en danger;	***supprimé***

Or. en

Amendement 188
Tomasz Froelich

Proposition de résolution
Paragraphe 20

Proposition de résolution	*Amendement*
20. prie l'Union d'augmenter le financement de ProtectDefenders.eu, d'élargir son mandat aux défenseurs des droits de l'homme exposés à un risque de répression transnationale dans l'Union et d'augmenter le financement des organisations de la société civile actives dans la protection des défenseurs des droits de l'homme en danger;	***supprimé***

Or. en

Amendement 189
Silvia Sardone, Roberto Vannacci, Susanna Ceccardi

Proposition de résolution
Paragraphe 20

Proposition de résolution	*Amendement*
20. prie l'Union d'augmenter le financement de ProtectDefenders.eu, d'élargir son mandat aux défenseurs des droits de l'homme exposés à un risque de répression transnationale dans l'Union et d'augmenter le financement des organisations de la société civile actives dans la protection des défenseurs des droits de l'homme en danger;	***supprimé***

Or. en

Amendement 190
Marjan Šarec, Irena Joveva

Proposition de résolution
Paragraphe 20

Proposition de résolution	*Amendement*
20. prie l'Union d'augmenter le financement de ProtectDefenders.eu, d'élargir son mandat aux défenseurs des droits de l'homme exposés à un risque de répression transnationale dans l'Union et d'augmenter le financement des organisations de la société civile actives dans la protection des défenseurs des droits de l'homme en danger;	20. prie l'Union d'augmenter le financement de ProtectDefenders.eu, d'élargir son mandat aux défenseurs des droits de l'homme exposés à un risque de répression transnationale dans l'Union***, tout en établissant une plateforme de coordination structurée entre les institutions de l'Union, les États membres et les organisations de la société civile pour partager les alertes et surveiller l'évolution des risques,*** et d'augmenter le financement des organisations de la société civile actives dans la protection des défenseurs des droits de l'homme en danger;

Or. en

Amendement 191
Mariusz Kamiński
au nom du groupe ECR

Proposition de résolution
Paragraphe 20

Proposition de résolution	*Amendement*
20. prie l'Union d'augmenter le financement de ProtectDefenders.eu, ***d'élargir*** son mandat ***aux*** défenseurs des droits de l'homme exposés à un risque de répression transnationale ***dans l'Union et d'augmenter le financement des*** organisations de la société civile ***actives dans la protection*** des défenseurs des droits de l'homme ***en danger***;	20. prie l'Union d'augmenter le financement de ProtectDefenders.eu, ***et à revoir*** son mandat ***afin qu'il puisse également couvrir les*** défenseurs des droits de l'homme exposés à un risque de répression transnationale ***sur le territoire de l'Union, dans le plein respect de la compétence des États membres; demande en outre un soutien financier accru aux*** organisations de la société civile ***impliquées dans la protection*** des défenseurs des droits de l'homme ***en situation de vulnérabilité***;

Or. pl

Amendement 192
Jan-Christoph Oetjen, Petras Auštrevičius, Hilde Vautmans, Marie-Agnes Strack-Zimmermann, Urmas Paet, Lucia Yar

Proposition de résolution
Paragraphe 20

Proposition de résolution	*Amendement*
20. prie l'Union d'augmenter le financement de ProtectDefenders.eu, d'élargir son mandat aux défenseurs des droits de l'homme exposés à un risque de répression transnationale dans l'Union et d'augmenter le financement des organisations de la société civile actives dans la protection des défenseurs des droits de l'homme en danger;	20. prie l'Union d'augmenter le financement de ProtectDefenders.eu, d'élargir son mandat aux défenseurs des droits de l'homme exposés à un risque de répression transnationale dans l'Union et d'augmenter le financement des organisations de la société civile actives dans la protection des défenseurs des droits de l'homme ***et des personnes*** en danger;

Or. en

Amendement 193
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 20 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	20 bis. souligne que l'Union et les États membres doivent accorder la priorité à une vigilance appropriée en matière de droits de l'homme dans leurs engagements commerciaux, sécuritaires et diplomatiques avec des gouvernements connus pour se livrer à une répression transnationale contre les défenseurs des droits de l'homme ou pour permettre une telle répression;

Or. en

Amendement 194
Jan-Christoph Oetjen, Petras Auštrevičius, Hilde Vautmans, Marie-Agnes Strack-Zimmermann, Urmas Paet, Lucia Yar

Proposition de résolution
Paragraphe 20 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	20 bis. demande à l'Union d'ériger au titre d'infraction pénale les activités de renseignement étranger ciblant les dissidents en exil comme étant une forme de répression transnationale numérique;

Or. en

Amendement 195
Hannah Neumann

au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 20 ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	20 ter. invite la Commission à élargir considérablement le mandat et le financement des mécanismes de protection des défenseurs des droits de l'homme exposés au risque de répression transnationale, y compris la mise en place d'un guichet de réponse rapide pour l'aide juridique, la cyberprotection, la réinstallation en toute sécurité et le soutien psychosocial; souligne le potentiel des consortiums existants financés par l'Union pour rendre ces mécanismes opérationnels de manière efficace;

Or. en

Amendement 196
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 20 quater (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	20 quater. invite instamment la Commission et le SEAE à mettre en place une structure de coordination centrale pour les programmes d'hébergement et de relocalisation des défenseurs des droits de l'homme à l'échelle de l'Union, en facilitant les orientations et en promouvant des normes de protection harmonisées dans les États membres; souligne que les consortiums existants et les réseaux de la société civile devraient être activement impliqués dans cette coordination;

Or. en

Amendement 197
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 20 quinquies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	20 quinquies. encourage l'Union pour que les mécanismes spécialisés visant à documenter et à analyser les cas de répression transnationale en Europe soient dotés d'une habilitation officielle afin d'informer les systèmes d'alerte précoce, de renforcer les réponses stratégiques de l'Union et de soutenir une action coordonnée avec les États membres;

Or. en

Amendement 198
Mariusz Kamiński
au nom du groupe ECR

Proposition de résolution
Paragraphe 21

Proposition de résolution	*Amendement*
21. invite la Commission à poursuivre sa collaboration avec Interpol et les Nations unies afin de mettre un terme à l'utilisation abusive, pour des raisons politiques, des notices rouges, des notices bleues, des diffusions et des demandes d'extradition; demande que le mandat d'Europol inclue la répression transnationale et l'évaluation des incidents connexes et des notices Interpol ciblant les défenseurs des droits de l'homme;	21. invite la Commission à poursuivre sa collaboration avec Interpol et les Nations unies afin de mettre un terme à l'utilisation abusive, pour des raisons politiques, des notices rouges, des notices bleues, des diffusions et des demandes d'extradition; demande que le mandat d'Europol inclue la répression transnationale et l'évaluation des incidents connexes et des notices Interpol ciblant les défenseurs des droits de l'homme; ***invite les États membres à faire preuve de la plus grande prudence lorsqu'ils traitent des demandes d'arrestation et***

d'extradition émanant de régimes qui ont eu recours de manière abusive à des notices rouges, y compris sur le fondement d'accusations pénales fallacieuses, pour persécuter des opposants politiques;

Or. pl

Amendement 199
Jan-Christoph Oetjen, Petras Auštrevičius, Hilde Vautmans, Marie-Agnes Strack-Zimmermann, Urmas Paet, Lucia Yar

Proposition de résolution
Paragraphe 21

Proposition de résolution	*Amendement*
21. invite la Commission à poursuivre sa collaboration avec Interpol et les Nations unies afin de mettre un terme à l'utilisation abusive, pour des raisons politiques, des notices rouges, des notices bleues, des diffusions et des demandes d'extradition; demande que le mandat d'Europol inclue la répression transnationale et l'évaluation des incidents connexes et des notices Interpol ciblant les défenseurs des droits de l'homme;	21. invite la Commission à poursuivre sa collaboration avec Interpol et les Nations unies ***afin d'élaborer un cadre de sécurité commun sur la répression transnationale*** afin de mettre un terme à l'utilisation abusive, pour des raisons politiques, des notices rouges, des notices bleues, des diffusions et des demandes d'extradition; demande que le mandat d'Europol inclue la répression transnationale et l'évaluation des incidents connexes et des notices Interpol ciblant les défenseurs des droits de l'homme ***et d'autres personnes***;

Or. en

Amendement 200
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 21

Proposition de résolution	*Amendement*
21. invite la Commission à ***poursuivre***	21. invite la Commission à ***s'engager***

sa collaboration avec Interpol ***et*** les Nations unies afin de mettre un terme à l'utilisation abusive, pour des raisons politiques, des notices rouges, des notices bleues, des diffusions et des demandes d'extradition; demande que le mandat d'Europol inclue la répression transnationale et l'évaluation des incidents connexes et des notices Interpol ciblant les défenseurs des droits de l'homme;

et à collaborer de manière proactive avec Interpol***,*** les Nations unies ***et les organisations régionales***, afin de ***coordonner les actions de protection et de*** mettre un terme à l'utilisation abusive, pour des raisons politiques, des notices rouges, des notices bleues, des diffusions et des demandes d'extradition; demande que le mandat d'Europol inclue la répression transnationale et l'évaluation des incidents connexes et des notices Interpol ciblant les défenseurs des droits de l'homme;

Or. en

Amendement 201
Hannah Neumann
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 22

Proposition de résolution	*Amendement*
22. invite l'Union et ses États membres à utiliser tous les outils disponibles pour protéger les défenseurs des droits de l'homme et renforcer la souveraineté nationale et les valeurs démocratiques, y compris les sanctions au titre des régimes mondiaux de sanctions de l'Union en matière de droits de l'homme, les interdictions de visa et l'expulsion de diplomates;	22. invite l'Union et ses États membres à utiliser tous les outils disponibles pour protéger les défenseurs des droits de l'homme et renforcer la souveraineté nationale et les valeurs démocratiques, y compris les sanctions au titre des régimes mondiaux de sanctions de l'Union en matière de droits de l'homme, les interdictions de visa et l'expulsion de diplomates; ***signale que l'incapacité à prévenir les répressions transnationales et à y répondre risque de nuire à la crédibilité de l'Union en tant que refuge pour les personnes fuyant les persécutions et défendant les droits de l'homme;***

Or. en

Amendement 202
Cristian Terheş

Proposition de résolution
Paragraphe 22

Proposition de résolution	*Amendement*
22. invite l'Union et ses États membres à utiliser tous les outils disponibles pour protéger les défenseurs des droits de l'homme et renforcer la souveraineté nationale et les valeurs démocratiques, y compris les sanctions au titre des régimes mondiaux de sanctions de l'Union en matière de droits de l'homme, les interdictions de visa et l'expulsion de diplomates;	22. invite l'Union et ses États membres à utiliser tous les outils disponibles pour protéger les défenseurs des droits de l'homme***, y compris un mécanisme de protection accéléré,*** et renforcer la souveraineté nationale et les valeurs démocratiques, y compris les sanctions au titre des régimes mondiaux de sanctions de l'Union en matière de droits de l'homme, les interdictions de visa et l'expulsion de diplomates;

Or. en

Amendement 203
Jan-Christoph Oetjen, Petras Auštrevičius, Hilde Vautmans, Marie-Agnes Strack-Zimmermann, Urmas Paet, Lucia Yar

Proposition de résolution
Paragraphe 22

Proposition de résolution	*Amendement*
22. invite l'Union et ses États membres à utiliser tous les outils disponibles pour protéger les défenseurs des droits de l'homme et renforcer la souveraineté nationale et les valeurs démocratiques, y compris les sanctions au titre des régimes mondiaux de sanctions de l'Union en matière de droits de l'homme, les interdictions de visa et l'expulsion de diplomates;	22. invite l'Union et ses États membres à utiliser tous les outils disponibles pour protéger les défenseurs des droits de l'homme ***et les personnes ciblées*** et renforcer la souveraineté nationale et les valeurs démocratiques, y compris les sanctions au titre des régimes mondiaux de sanctions de l'Union en matière de droits de l'homme ***(loi Magnitsky de l'Union européenne)***, les interdictions de visa et l'expulsion de diplomates;

Or. en

Amendement 204
Mariusz Kamiński
au nom du groupe ECR

Proposition de résolution
Paragraphe 22

Proposition de résolution	*Amendement*
22. invite l'Union ***et*** ses États membres à utiliser tous les outils disponibles pour protéger les défenseurs des droits de l'homme et renforcer la souveraineté nationale et les valeurs démocratiques, y compris les sanctions au titre des régimes mondiaux de sanctions de l'Union en matière de droits de l'homme, les interdictions de visa et l'expulsion de diplomates;	22. invite l'Union***,*** ses États membres ***et la communauté internationale*** à utiliser tous les outils disponibles pour protéger les défenseurs des droits de l'homme et renforcer la souveraineté nationale et les valeurs démocratiques, y compris les sanctions au titre des régimes mondiaux de sanctions de l'Union en matière de droits de l'homme, les interdictions de visa et l'expulsion de diplomates;

Or. pl

Amendement 205
Merja Kyllönen, Jonas Sjöstedt

Proposition de résolution
Paragraphe 22 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	22 bis. demande à l'Union et aux SEAE de prendre en considération le bilan de la répression transnationale lors de l'examen des accords bilatéraux de sécurité, des traités d'extradition, de l'aide étrangère et des pratiques de partage d'informations, et d'éviter de délivrer des visas diplomatiques à des personnes connues pour s'être livrées à des actes de répression transnationale;

Or. en

Amendement 206
Chloé Ridel, Marco Tarquinio, Ana Catarina Mendes, Marta Temido, Robert Biedroń, Thijs Reuten

Proposition de résolution

Paragraphe 23

Proposition de résolution	*Amendement*
23. appelle l'Union et le SEAE à intensifier leurs relations diplomatiques, y compris par l'intermédiaire des délégations de l'Union, afin de prévenir et de décourager les tactiques de répression transnationale menées par des pays tiers, et de mettre en évidence ces incidents au moyen de déclarations publiques;	23. appelle l'Union***, ses □États membres, la Commission*** et le SEAE ***à mobiliser et à coordonner tous leurs instruments pour lutter contre la répression transnationale et*** à intensifier leurs relations diplomatiques, y compris par l'intermédiaire des délégations de l'Union, afin de prévenir et de décourager les tactiques de répression transnationale menées par des pays tiers, et de mettre en évidence ces incidents au moyen de déclarations publiques; ***appelle à une coordination accrue avec les pays partenaires partageant les mêmes valeurs, dans le contexte des membres du G7 et d'autres forums internationaux pertinents;***

Or. en

Amendement 207
Merja Kyllönen, Jonas Sjöstedt

Proposition de résolution
Paragraphe 23

Proposition de résolution	*Amendement*
23. appelle l'Union et le SEAE à intensifier leurs relations diplomatiques, y compris par l'intermédiaire des délégations de l'Union, afin de prévenir et de décourager les tactiques de répression transnationale menées par des pays tiers, et de mettre en évidence ces incidents au moyen de déclarations publiques;	23. appelle l'Union et le SEAE à intensifier leurs relations diplomatiques, y compris par l'intermédiaire des délégations de l'Union, afin de prévenir et de décourager les tactiques de répression transnationale menées par des pays tiers, et de mettre en évidence ces incidents au moyen de déclarations publiques ***afin de mieux sensibiliser l'opinion publique à la répression transnationale en tant que phénomène; demande à l'Union et au SEAE ainsi qu'aux États membres de fournir des ressources suffisantes pour pouvoir prévenir les phénomènes de répression transnationale***;

Or. en

Amendement 208
Antonio López-Istúriz White, Adrián Vázquez Lázara, Isabel Wiseler-Lima, Sebastião Bugalho

Proposition de résolution
Paragraphe 23

Proposition de résolution	*Amendement*
23. appelle l'Union et le SEAE à intensifier leurs relations diplomatiques, y compris par l'intermédiaire des délégations de l'Union, afin de prévenir et de décourager les tactiques de répression transnationale menées par des pays tiers, et de mettre en évidence ces incidents au moyen de déclarations publiques;	23. appelle l'Union et le SEAE à intensifier leurs relations diplomatiques, y compris par l'intermédiaire des délégations de l'Union, afin de prévenir et de décourager les tactiques de répression transnationale menées par des pays tiers***, d'adapter des réponses rapides et efficaces pour lutter contre les pratiques de répression transnationale***, et de mettre en évidence ces incidents au moyen de déclarations publiques;

Or. en

Amendement 209
Antonio López-Istúriz White, Adrián Vázquez Lázara, Isabel Wiseler-Lima, Sebastião Bugalho

Proposition de résolution
Paragraphe 23 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	23 bis. demande instamment à la VP/HR et aux États membres de dresser la liste des personnes reconnues comme ayant commis des actes de répression transnationale dans le cadre du régime mondial de sanctions de l'UE en matière de droits de l'homme (appelé «loi Magnitsky de l'Union européenne»);

Or. en